

Le réveil tant attendu

«La liberté ne descend pas vers un peuple, un peuple doit s'élever jusqu'à la liberté.»

Gandhi

Par Nour-Eddine Boukrouh

Le réveil dont il est question ici s'applique moins à l'extraordinaire vague de révoltes qui est en train de nettoyer les écuries d'Augias du monde arabe, qu'à un phénomène encore plus extraordinaire : le fait que cette vague semble aller dans le sens de l'Histoire. Je dis «semble» car un Algérien échaudé craint les douches froides : croyant aller en 1988 vers le meilleur, nous nous sommes vite retrouvés face au pire. Mais d'abord que sont ces révoltes ? Un complot de l'étranger ou de la nébuleuse d'Al-Qaïda comme l'ont affirmé Ben Ali, Moubarak, Kadhafi et Ali Saleh ? Une brusque volonté de déstabiliser leurs pays de la part de peuples réputés pour leur tempérament pacifique ? Il s'est écoulé assez de temps pour pouvoir affirmer que ces soulèvements qui évoquent des phénomènes telluriques ne peuvent pas avoir été orchestrés, et qu'une pulsion suicidaire ne peut pas se propager d'un peuple à un autre. Cette contagion est celle d'un ras-le-bol général devant les excès du despotisme, et la propagation à une même aire culturelle de la volonté des peuples de se réapproprier leur souveraineté. L'éruption à laquelle on assiste marque le réveil tardif des Arabes dans un monde qui a beaucoup changé au cours des dernières décennies. La géopolitique, l'économie, la technologie, le climat, les médias, les idées, ont connu de profonds remaniements sans perturber leur quiétude séculaire. Dans les années qui ont suivi la chute du mur de Berlin, la plupart des nations qui vivaient sous le joug de pouvoirs totalitaires ont réalisé l'une après l'autre leur transition démocratique. Depuis, elles vivent en paix et poursuivent leur mise à niveau économique, sociale et culturelle pour se mettre au diapason des nations développées. Dans les pays arabes où les habitants ont souffert autant, sinon plus, du despotisme, de l'injustice et de la pauvreté, ceux-ci ne semblaient frémir qu'à l'idée d'une transition vers un Etat islamique mythique, donnant l'impression de chercher à tout prix à s'éloigner des valeurs universelles et à prendre à contresens le chemin de l'Histoire. Ils étaient globalement méprisés pour leur asservissement consenti et leur maintien loin des standards internationaux, jusqu'à ce que le peuple tunisien pulvérise ce cliché honteux. Les voilà désormais frémissant du Golfe à l'Atlantique à l'idée d'une transition vers la démocratie.

L'exemple tunisien a stimulé le peuple égyptien ; à son tour, l'exemple égyptien a donné du courage à d'autres peuples en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Ce que l'Histoire ne nous a pas donné à voir en des siècles, pour ne pas dire jamais, elle nous l'a servi à profusion en l'espace de quelques semaines, nous gavant d'images et de spectacles qu'on n'espérait pas voir de notre vivant. Incrédulés d'abord, les masses arabes ont suivi cette réaction en chaîne à travers la couverture permanente des chaînes satellitaires qu'on peut créditer d'un honorable pourcentage dans le succès de ces révolutions, et découvert que le changement était possible pour ceux qui le voulaient.

Le vent de la liberté est venu de là où personne ne l'attendait. En Tunisie même, il est parti d'un bourg de l'intérieur du pays. Et dans ce bourg lui-même, ce n'est pas un parti, un syndicat ou un



groupe d'intellectuels qui a déclenché la tempête, mais le geste d'une policière giflant un marchand ambulancier n'habitait aucune intention politique. Comme dans la fameuse théorie de «l'effet papillon» en vertu de laquelle le battement d'aile d'un papillon à un bout du monde peut provoquer un ouragan à l'autre bout, le geste de Mohammed Bouazizi a enflammé l'aire arabe et brûlé plusieurs despotes. Et la liste n'est pas close. Dans une récente lecture, je suis tombé sur une citation du président Bourguiba où il disait : «J'ai fait d'une poussière d'individus un peuple de citoyens.» Le

peuple arabe le plus modernisé, grâce au système éducatif mis en place par Bourguiba justement, a réussi la première révolution démocratique dans le monde arabe, entraînant dans son sillage plusieurs d'entre eux.

En trois semaines le problème était réglé. Il y a eu certes des pillages et de la casse, phénomènes inévitables lors de mouvements de foules en colère, mais les émeutes ont vite pris les contours d'une authentique révolution politique. On n'a bientôt plus parlé de pain et de cherté de la vie, mais de dignité, de liberté, de démocratie et de comptes à

rendre par le dictateur. La carte intellectuelle du monde arabo-musulman se caractérisait jusque-là par des îlots de conscience moderne et des océans de conscience archaïque. Un intellectuel libanais, Ghassan Tuéni, voulant analyser l'échec de la «renaissance arabe» dans tous les domaines depuis la fin du XIX^e siècle, a choisi de donner pour titre à l'ouvrage qu'il a consacré à la question «Un siècle pour rien». C'était tout dire.

Mais ce constat rend encore plus surprenants les événements que nous vivons depuis deux mois. Comment les expliquer ? Comment comprendre que des peuples longtemps résignés et soumis aient subitement mûri, et qui plus est les uns à la suite des autres ? Sans préavis, les peuples arabes sont passés l'un à la suite de l'autre à l'âge des idées comme l'attestent les slogans et les déclarations qu'on a entendus et lus sur les banderoles.

C'étaient d'ailleurs les mêmes : «Echaâb yourid...» Les manifestants n'ont pas concentré leurs demandes sur les choses (emploi, augmentation des salaires ou programme de développement sans précédent) comme crurent bon de le leur proposer à la dernière minute Ben Ali, Moubarak et Kadhafi, mais sur la fin du système qui les gouverne. Autrement dit, elles portaient sur des idées. Ni une «démocratie spécifique», ni une «démocratie responsable», mais le système démocratique universel dont la description peut tenir en un paragraphe : une constitution consacrant la séparation des pouvoirs, l'indépendance de la justice, l'égalité de tous devant la loi, la liberté de conscience et d'expression, des élections libres, des mécanismes de contrôle efficaces pour dissuader et punir la corruption...

Une révolution de l'esprit ! Voilà ce qui ne nous a pas été donné de voir en terre arabo-musulmane depuis la révélation du Coran, et qui fonde à penser que les peuples arabes ont enfin accédé à l'âge politique, à l'âge des idées. A ce stade, il faut peut-être faire une précision : les peuples qui mènent actuellement des révolutions dans leurs pays ne sont pas tout à fait ceux d'hier. La dénomination est la même mais le contenu physique et surtout intellectuel a changé dans de fortes proportions. L'avant-garde qui a mis le feu aux poudres est constituée de générations écloses au sein de ces mêmes peuples, mais avec des représentations mentales nouvelles dont la formation a été favorisée par les technologies de l'information et les chaînes satellitaires. Tout le monde convient du rôle joué dans la mobilisation par les réseaux sociaux. Internet a offert à ces générations des modes d'échange et d'information qui leur ont permis de préparer le terrain à une action concertée, transformant du même coup une poussière d'individus interconnectés en société, la rue en opinion publique, et les habitants en peuple.

Toynbee écrivait il y a un demi-siècle : «Une société est le produit des relations entre individus. Celles-ci proviennent de la coïncidence de leurs champs d'action individuels. Cette coïncidence permet la jonction de tous ces champs particuliers en un terrain commun que nous appelons "société". La société est le réseau complet des relations entre les êtres humains.

Les composantes de la société ne sont pas, par conséquent, les êtres humains, mais les relations qui existent entre eux.» En quelques semaines, les Tunisiens et les Égyptiens ont basculé dans le XXI^e siècle, rejoignant la conception universelle des droits de l'homme et effaçant le souvenir de leur ancien statut de moutons de Panurge qui ne s'ébrouaient que pour acclamer un «zaïm», fêter des victoires de football, ou réagir à des «atteintes

à l'islam» par un écrivain en mal de publicité ou un caricaturiste «anar». C'est vraiment la fin d'une ère, d'une mentalité, d'un modèle sociologique.

L'idée que la souveraineté appartient au peuple a mis quatorze siècles à germer dans le monde arabo-musulman, et nous sommes les heureux contemporains de cette germination. Hormis le cas unique d'Omar Ibn Abdelaziz, ce calife omeyyade qui voulût restituer un pouvoir dynastique qu'il jugeait illégitime, aucun dirigeant arabo-musulman ne

s'est jamais remis en cause, ne quittant le pouvoir que mort ou chassé par un autre candidat au despotisme.

Le monde arabe n'a pas connu d'exemple comme celui de Nelson Mandela, vénéré aujourd'hui dans le monde entier pour sa hauteur de vue et son désintéressement personnel.

Des mégalomanes de faible niveau intellectuel en général, des malades mentaux pour certains et des voleurs dans presque tous les cas, ont régné selon leur bon vouloir, infantilisant à dessein leurs peuples pour mieux les maintenir à l'âge des choses, tandis qu'ils faisaient croire à l'Occident qu'ils étaient en personne les garants de la paix au Proche-Orient, les remparts contre l'islamisme, ou les gardes-frontières contre la menace migratoire.

du monde arabe⁽¹⁾

Cependant, en Algérie, on n'a pas oublié le geste du président Liamine Zéroual remettant avant terme son mandat en 1999. Les jeunesses que nous avons vues à l'œuvre en Tunisie, en Égypte, en Libye, au Yémen ou en Syrie étaient confrontées à des régimes porteurs d'une vision des choses complètement dépassée. Le conflit oppose au premier chef deux cultures.

Sans surprise, Ben Ali, Moubarak et Kadhafi ont dit la même chose dans leurs discours où c'est leur culture politique qui s'exprimait.

Les deux premiers ont rappelé qu'ils ont donné chacun cinquante et soixante-deux ans de leur vie à leurs pays respectifs, tandis que le troisième hurlait que la Libye n'était rien avant lui et n'existerait plus après lui.

Il n'est pas venu à leur esprit, et ne viendra pas jusqu'à leur trépas, que c'est de leurs peuples qu'ils tenaient leur pouvoir, qu'il était leur employeur, qu'ils les a employés pendant trop longtemps et grassement payés pour des résultats médiocres. Ils étaient sincèrement indignés et protestaient comme des personnes spoliées d'un droit naturel ou d'un bien personnel. Dans leur culture, l'idée que le peuple est la source et le dépositaire du pouvoir souverain n'existe pas. Ils ont vu tout au long de leur vie des peuples déléguer l'exercice de leur pouvoir souverain par le vote, et le retirer par la révolte quand il en était fait un mauvais usage, mais pour eux leurs peuples n'étaient pas des citoyens souverains comme les autres. S'ils n'étaient pas des traîtres ou des marionnettes manipulées de l'extérieur, ils étaient de simples résidents, un peu comme les immigrés en Europe.

Des mégalomanes de faible niveau intellectuel en général, des malades mentaux pour certains et des voleurs dans presque tous les cas, ont régné selon leur bon vouloir, infantilisant à dessein leurs peuples pour mieux les maintenir à l'âge des choses, tandis qu'ils faisaient croire à l'Occident qu'ils étaient en personne les garants de la paix au Proche-Orient, les remparts contre l'islamisme, ou les gardes-frontières contre la menace migratoire.

Hélas, une providence néfaste a voulu que la plupart d'entre eux puissent compter sur d'importants gisements d'hydrocarbures qui les dispensaient du travail, des impôts et du vote de leurs peuples.

Si des régimes se sont déjà écroulés et que d'autres vacillent, c'est parce que les nouvelles générations ont pris conscience qu'elles étaient les dupes d'un discours mythologique : celui du «combat contre le colonialisme, l'impérialisme et le sionisme», celui de la «renaissance arabe», celui de «l'unité de la nation arabe» et de «l'Union du Maghreb arabe», celui du développement selon un «modèle différent» de celui de l'Occident, celui de la «lutte contre le terrorisme»...

Bien entendu, ces démagogues n'ont ni libéré la Palestine, ni réalisé l'unité arabe ou maghrébine, ni développé leurs pays, ni tari les sources de l'islamisme, au contraire.

Le changement attendu pendant des décennies de l'intérieur du pouvoir, de l'armée, des partis politiques ou de la classe intellectuelle n'étant pas venu, il a été finalement pris en charge par les citoyens eux-mêmes à la faveur de circonstances aussi mystérieuses qu'imprévisibles. Au demeurant, aucune révolution n'a été prévue. Ceux qui sont restés le plus longtemps à la tête des «républiques» sont déjà tombés ou ne tiennent qu'à un fil comme en Libye et au Yémen, tandis que dans les

monarchies absolues, on commence à réclamer des monarchies constitutionnelles comme à Bahreïn, en Jordanie, au Maroc et à Oman, autrement dit, le transfert du pouvoir royal à un parlement élu.

Les peuples arabes se sont affranchis du monde des choses en méprisant les réponses matérielles à leurs révoltes ; ils ont dépassé l'âge des personnes en détruisant le mythe de l'homme providentiel, en dédaignant l'alternative militaire, et en récusant la tutelle des «hommes de religion». En rentrant au Caire à la veille de la première grande manifestation, Mohamed El-Bradeï, en qui certains Occidentaux voulaient voir l'homme providentiel, a offert son honorable personne à la révolution des jeunes mais ceux-ci l'ont ignoré poliment.

L'éminent prix Nobel a même été victime d'un jet de pierres le jour du référendum sur la Constitution. Même après la chute des despotes, ils n'ont pas désarmé et continué, en Tunisie comme en Égypte, d'exiger la concrétisation de leurs revendications, renvoyant les gouvernements de transition l'un après l'autre.

On se serait attendu à ce qu'ils rentrent chez eux à l'annonce du départ du dictateur, à ce qu'ils considèrent leur but comme atteint, à ce qu'ils se dispersent de joie, apaisés par le résultat obtenu, mais, ô surprise, ils sont restés mobilisés et vigilants quant à l'aboutissement total de leur mouvement : le changement du système, et non de la seule personne du dictateur.

Des peuples qu'on donnait pour morts, dont on se gaussait ou qui se gaussaient d'eux-mêmes, ont donné à un monde stupéfait des leçons d'héroïsme, d'abnégation, de patriotisme, de solidarité, d'intelligence dans l'organisation, et même d'humour. Et ce n'est pas une élite à l'intérieur de ces peuples qui a provoqué cette prise de conscience. Les peuples eux-mêmes sont devenus des élites. Leur génie s'est alors déployé dans les mots d'ordre, les slogans, les déclarations impromptues et les scènes télévisées qui nous ont étreints d'émotion.

Personnellement, c'est la première fois que j'ai trouvé un sens à la notion d'«unité arabe». Je l'ai perçue dans la ressemblance physique et morale des peuples qui se battaient pour leur liberté ; je l'ai vue dans leur unité de pensée, leur parler et la communauté de leurs référents. Les seules différences qu'on pouvait relever d'un pays à l'autre tenaient à l'accent ou au détail vestimentaire.

Ce sont les despotes qui nous ont fait détester cette notion à laquelle ils ne voulaient donner aucune réalité qui restreindrait leur droit de vie et de mort sur leurs peuples. A l'avenir, elle deviendra envisageable parce que les peuples, à travers les institutions représentatives qu'ils vont se donner, pourront la construire s'ils le voudront selon un processus semblable à celui qui a donné naissance à l'Union européenne.

Je parie que ceux qui, chez nous, n'aimaient pas trop qu'on dise d'eux qu'ils étaient des Arabes, ont dû ressentir ces derniers temps un agréable chatouillement au fond d'eux-mêmes, quelque chose comme de la fierté.

Les despotes étaient les arbres qui cachaient la forêt. Ils ont caché la valeur et la grandeur de leurs peuples derrière leur moi surdimensionné, leur ego

démésuré, leur narcissisme illimité, nous infligeant des décennies durant le minable spectacle de leurs fantaisies, de leur ignorance, de leurs déguisements théâtraux, de leurs cheveux teints...

Ils nous ont fait détester les uns les autres et nous ont opposés les uns aux autres, car c'est à leur aune que nous nous jugions mutuellement et négativement. Après la chute fracassante des arbres qui nous obstruaient la vue, nous avons découvert une belle forêt, des millions d'arbres et d'arbrisseaux chargés de sève, une flore luxuriante, de merveilleux paysages de bravoure, de solidarité et d'originalité.

Que vont rapporter les révolutions aux peuples qui les ont réalisées ? Ceux qui n'avaient pas de pétrole ne vont pas le voir jaillir de leur sous-sol ; les pauvres ne seront certainement pas beaucoup plus riches qu'avant ; les chômeurs ne vont pas trouver de travail du jour au lendemain ; tous les manifestants ne vont pas accéder au pouvoir... Mais d'ores et déjà, ils se sentent plus dignes, plus proches les uns des autres, plus fiers de leur pays et de leur Etat, plus respectés dans le monde. Ils seront bientôt heureux de s'exprimer à travers des votes sincères, comme on vient de le voir au Caire, d'être représentés par des élus choisis par eux, d'avoir une justice en laquelle ils auront confiance, de manifester le cas échéant leur mécontentement sans craindre d'être jetés en prison ou assassinés. Pour le reste, il ne tient qu'à eux de suivre la voie tracée par des pays qui ont connu la dictature et en sont sortis métamorphosés : l'Espagne, la Corée du Sud, le Brésil, pour ne citer que ceux-là.

L'éruption à laquelle on assiste marque le réveil tardif des Arabes dans un monde qui a beaucoup changé au cours des dernières décennies. La géopolitique, l'économie, la technologie, le climat, les médias, les idées, ont connu de profonds remaniements sans perturber leur quiétude séculaire.

Il fut un temps où notre peuple était reconnu par l'ensemble du monde arabe comme le meilleur parce qu'il a mené une révolution qui a soulevé l'admiration de la planète. Nous étions connus sous le label du «peuple du million», du million de martyrs et non de barils de pétrole bien sûr. Puis notre étoile

pâlit. La Tunisie, d'où est partie la révolution qui a restitué sa dignité à l'homme arabe dans le monde, et dont les répercussions vont modifier les relations internationales dans les années à venir, exporte hors hydrocarbures dix fois plus que nous. Sous le colonialisme, elle a pris les armes avant nous. Il y a cependant un terrain sur lequel nous avons battu les Tunisiens, un domaine dans lequel nous les avons devancés, c'est la «présidence à vie».

En effet, douze ans avant notre indépendance, le «zaïm» du mouvement nationaliste algérien, Messali Hadj, exigea d'être plébiscité par son parti, le PPA-MTLD, «président à vie» et qu'il lui soit accordé le «droit de veto».

Il s'ensuivit une crise qui retarda la révolution de Novembre de quatre ans et plongea les militants de son parti dans une guerre fratricide qui ne cessa qu'à la libération du pays. Entretemps, les Tunisiens passaient à l'action armée contre la France, obtenant leur indépendance six ans avant nous. Bourguiba ne songera à la présidence à vie, c'est-à-dire la monarchie sans l'ascendance royale et sans la couronne, que vers 1975.

Il a laissé derrière lui un «peuple de citoyens», quand l'exemple de Messali Hadj a suscité à travers les générations une flopée de «zaïmillions». Mohamed Bouazizi et Messali Hadj avaient un point commun : au même âge à peu près, ils ont exercé le même métier : marchands de fruits et légumes ambulants. Il n'y a pas de sot métier, puisque les deux hommes sont entrés chacun à sa manière dans l'Histoire.

N. B.

A suivre :
II) Le nouveau visage du monde arabe

Le nouveau visage du monde arabe (III)

Au début des années 1990, les Algériens s'enorgueillissaient d'être les pionniers de la démocratie dans le monde arabe parce qu'ils ont été les premiers à se soulever en laissant cinq cents morts par terre sur le coup et plusieurs centaines de milliers d'autres par la suite.

Aujourd'hui, je me demande si nous n'avons pas retardé de vingt ans le soulèvement des peuples arabes, comme je me demande si la vague de révolutions qui déferle actuellement sur le monde arabe se serait déclenchée si les événements, au lieu de commencer en Tunisie et de se dérouler de la manière qu'on a vue, avaient eu pour point de départ la Libye. Je crois que Ben Ali et Moubarak seraient encore dans leurs palais, et que le prix de l'huile n'aurait pas baissé chez nous. Car qui aurait voulu voir dans son pays ce que nous sommes en train de voir en Libye : effondrement de l'Etat, division du pays, Kadhafi rééditant, en la décuplant, Guernica, intervention militaire étrangère... Le résultat de tous ces malheurs sera le retour de ce pays frère au néolithique.

Lorsque le président Chadli instaura le multipartisme, Ben Ali, Moubarak, Gueddafi, et peut-être d'autres aussi, le désapprouvèrent et le mirent en garde contre les conséquences de l'introduction dans le jeu politique légal de partis islamistes ; le roi du Maroc, lui, trouvait bon que l'Algérie «serve de laboratoire». Et quand le terrorisme s'installa, commettant des exactions qui ont horrifié l'humanité, il leur était loisible de montrer du doigt à leurs peuples les dangers de la démocratie à l'occidentale.

On leur sût gré ici et là de leur clairvoyance, et ces despotes purent se consacrer tranquillement à la rapine et à la préparation de la transmission du pouvoir à leurs proches. Voilà pourquoi cinq cents Bouazizi algériens n'ont pas réussi là où un seul Bouazizi tunisien a suffi : soulever cent cinquante millions d'Arabes et abattre en quelques semaines quelques-uns des dictateurs qui sont restés le plus longtemps à la tête des «républiques», en attendant le reste, car la mèche court dans toutes les directions.

Nous pouvons donc affirmer que, dans une certaine mesure, c'est sur notre malheureuse expérience que les tyrans arabes, ceux-là et d'autres, ont assis la pérennité de leurs régimes au moment où les pays de l'Est se débarrassaient du totalitarisme communiste, et l'Amérique latine de la dictature militaire.

L'Algérie avait fourni la preuve que des élections démocratiques dans le monde arabo-musulman débouchaient fatalement sur la victoire des islamistes. La théocratie iranienne, le spectacle donné par les taliban, les attentats commis par Al-Qaïda à travers le monde, la création de l'«émirat de Ghaza», etc., s'ajoutent les uns aux autres comme contre-modèles pour faire le reste. Ils acheveront de dissuader les peuples arabes de tenter l'aventure démocratique, un régime despotique étant préférable au déchaînement de barbarie qu'ils ont vu en Algérie et en Afghanistan. Cela devient même le sentiment prégnant chez nous.

Parallèlement, l'islamisme avait pris pied en Occident et, mettant à profit le libéralisme des lois des pays

d'accueil, entreprit de s'appliquer le «droit à la différence». Le commerce halal, l'érection de minarets, le port de la burqa après le hidjab, etc. firent leur intrusion dans le paysage sociologique de l'Europe. Ces signes ostentatoires prirent le caractère de messages politiques provocateurs et finirent par exaspérer les Européens qui, redoutant une «islamisation rampante» de leurs sociétés, furent de plus en plus nombreux à développer des sentiments islamophobes, incitant leurs gouvernements à devenir plus circonspects à l'égard d'une démocratisation des sociétés arabes qui livrerait le pouvoir au fanatisme et à l'extrémisme. Ces gouvernements trouvaient également un autre intérêt dans l'affaire : il est en effet plus aisé de traiter avec des hommes dont on sait la fragilité et connaît les numéros de comptes bancaires, qu'avec des parlements soumis à la souveraineté de leurs peuples.

L'Algérie n'a cependant pas été

Le monde arabo-musulman est à un important tournant de son histoire. La Nahda ratée au siècle dernier est peut-être en train de se réaliser sous la direction des peuples.

Ceux-ci ont pris en main leur destin, ils ont retrouvé la parole, ils n'ont sombré ni dans l'anarchie, ni dans la destruction aveugle, ni dans l'islamisme, ni dans le tribalisme.

Au contraire, ils ont révélé de très hautes capacités de discernement et d'analyse.

qu'un contre-exemple. L'islamisme algérien, son discours nihiliste et ses dérives terroristes, et à la fin son rejet par la population, ont donné à réfléchir aux mouvements islamistes dans le monde arabe, et les a amenés à adapter leurs prétentions aux réalités intérieures et extérieures. Ce doit être la combinaison de l'exemple négatif illustré par le FIS algérien et de l'exemple positif incarné par l'AKP d'Erdogan en Turquie qui ont prédisposé En-Nahda en Tunisie et les «Frères musulmans» en Égypte à adopter un profil bas dans la situation actuelle, mettant en avant dans leur langage les notions d'Etat de droit, de société civile, de démocratie, de libertés publiques, et évitant toute référence à l'Etat islamique. Apparemment, Mawdudi et Sayyed Qotb ne sont plus de mise. Si c'est cela l'islamisme, alors il n'y a pas de quoi fouetter la queue d'un chat.

A leur point de départ, dans leur phase épique, lorsque les foules rivalisent d'héroïsme et d'ingéniosité pour arracher leur liberté, toutes les révolutions paraissent belles, idéales, et on voit volontiers en elles quelque chose d'immanent. L'Histoire nous a appris cependant à craindre les lendemains de révolution.

Après la phase épique de la révolution de 1789, la France a connu le Directoire, puis le Consulat, puis l'Empire, puis la restauration de la monarchie, puis le Second Empire et enfin, en 1870, la proclamation définitive de la République. De même, la révolution russe a été accaparée par un parti minoritaire, le parti communiste bolchévique, qui en a fait une dictature qui a recouvert de son ombre la moitié de l'humanité pendant trois-quarts de siècle avant de s'effondrer avec le mur de Berlin.

La révolution en Tunisie et en Égypte est en train de sortir de la phase épique pour rentrer dans la phase technique, celle de la mise en place des nouvelles institutions. A la différence de la révolution française qui n'avait pas de modèle à suivre, sinon dans l'Antiquité romaine, et devait donc innover, ou de la révolution russe qui voulait réaliser une utopie à partir du canevas marxiste, les changements en Tunisie et en Égypte se déroulent dans un cadre constitutionnel préexistant.

Au besoin, les intéressés ont autour d'eux une palette de modèles d'organisation démocratique dont ils pourront s'inspirer. Du dénouement dans les prochains mois de ce qui se passe dans ces pays dépendent énormément de choses qui ont à voir avec notre propre destin.

Le monde arabe est aujourd'hui au premier plan de la scène médiatique internationale et au centre de la politique mondiale. C'est la première fois que la planète a vu des Arabes sortir dans la rue par centaines de milliers pour autre chose que pleurer la mort d'un «zaïm» ou d'une diva, ou vouer aux gémonies un écrivain «satanique». Ils sont devenus l'objet d'une admiration quasi universelle parce qu'ils ont enfin rejoint le «monde libre». Mais dans les sphères dirigeantes internationales, on attend avec une certaine appréhension ce qui va sortir dans les prochains mois de cet imbroglio, et épie les gestes des différents protagonistes, surtout les représentants du courant islamiste.

L'Occident, jugeant qu'il a déjà assez à faire avec l'Iran et l'Afghanistan pour s'embarasser de régimes du même acabit, se tient le ventre en se demandant ce que sera le poids électoral des islamistes dans les scrutins à venir, sachant qu'il en découlera des conséquences sur les monarchies pétrolières et sur ses intérêts dans la région, sans parler d'Israël. Depuis les précédents iraniens, algériens et palestiniens, la conviction s'est enracinée partout que le principal risque avec l'instauration de la démocratie dans le monde arabe c'est l'arrivée au pouvoir de l'islamisme. Tout le monde sait qu'il est là, diffus dans la société, tapi dans les mosquées ou des lieux de réunion plus discrets.

Les islamistes étaient parmi les manifestants en Tunisie, en Égypte, au Yémen, en Libye, en Jordanie, à Bahreïn, au Maroc, en Syrie, même s'il était impossible d'évaluer leur nombre. Mais on n'a pas entendu de dissonances venant d'eux ; ils étaient dans la partition, ne se singularisant par aucun sectarisme. Mieux encore, les «Frères musulmans» et «En-Nahda» se sont engagés à jouer le jeu à visage découvert et à l'intérieur de l'Etat républicain.

Bon nombre de signes indiquent que ce risque peut être déclassé et ne plus être considéré comme majeur. A l'époque où les «Frères musulmans» étaient au zénith de leur rayonnement, la société égyptienne était largement rurale et analphabète, de même que les autres contrées arabes. Le monde arabe, partagé entre monarchies et régimes «révolutionnaires» et plongé dans la guerre froide à cause de la question palestinienne, était traversé par des idéologies qui ont toutes fait faillite face au défi sioniste.

L'avènement de la révolution iranienne, le «dijhad» contre l'Union soviétique en Afghanistan et contre Israël en Palestine et au Liban, puis la chute de l'empire russe, furent mis à l'actif des idées islamistes. Celles-ci purent alors se présenter comme une alternative à l'ancien monde bipolaire et aux gouvernements séculiers, et leur bras armé, le terrorisme, apparût en Égypte, avec les «Gamaât islamiya», en Algérie avec

les GIA, et sur la scène internationale avec Al-Qaïda. Sur fond d'échecs militaires répétés (guerres israélo-arabes), les islamistes apparaissaient comme des héros car pendant que les peuples, victimes résignées, ployaient sous le despotisme, eux s'étaient soulevés, avaient pris les armes et accepté de mourir pour la «cause de Dieu».

Mais depuis l'entrée massive des peuples sur la scène politique de leurs pays, les thèses et les figures islamistes se sont brusquement dépréciées, comme les actions dans une bourse secouée par une crise. Ben Laden, Zawahiri, Ali Benhadj, etc. n'évoquent plus des Robin des bois musulmans. Les révoltés n'ont pas clamé leurs noms, ni brandi leurs portraits. Ils sont passés à la trappe de l'Histoire en même temps qu'était jeté dans ses poubelles le souvenir des despotes. Le temps de l'islamisme pur et dur est passé.

Les jeunesses porteuses de l'aspiration à une vie démocratique moderne ne se laisseront pas voler leur révolution car elles sont politisées, cultivées, informées, vigilantes.

On en a eu un aperçu à travers la façon dont elles ont dicté en Tunisie et en Égypte leur feuille de route aux autorités en charge de la transition : renvoi des gouvernements laissés par les despotes, dissolution du parti «officiel» et restitution de ses biens au domaine public, démantèlement de la police politique, élection d'une Assemblée constituante, élections législatives et présidentielles...

Le monde arabo-musulman est à un important tournant de son histoire. La Nahda ratée au siècle dernier est peut-être en train de se réaliser sous la direction des peuples. Ceux-ci ont pris en main leur destin, ils ont retrouvé la parole, ils n'ont sombré ni dans l'anarchie, ni dans la destruction aveugle, ni dans l'islamisme, ni dans le tribalisme. Au contraire, ils ont révélé de très hautes capacités de discernement et d'analyse. Jusqu'ici, aucune chose, aucune personne, n'est arrivée à les distraire de leurs objectifs. Ils parviendront à leurs buts s'ils continuent à regarder en avant, s'ils tirent les leçons du passé récent et lointain, s'ils gardent le cap sur les valeurs universelles de liberté, de progrès et de tolérance. C'est le moment de trancher tous les nœuds,

Ce doit être la combinaison de l'exemple négatif illustré par le FIS algérien et de l'exemple positif incarné par l'AKP d'Erdogan en Turquie qui ont prédisposé En-Nahda en Tunisie et les «Frères musulmans» en Égypte à adopter un profil bas dans la situation actuelle, mettant en avant dans leur langage les notions d'Etat de droit, de société civile, de démocratie, de libertés publiques, et évitant toute référence à l'Etat islamique.

de faire face notamment au problème de l'instrumentalisation de la religion. L'Égypte et la Tunisie sont les mieux placées pour innover en la matière et assumer le rôle de pionniers.

Le politique et le religieux doivent être séparés comme le préconisaient des oulmas comme Abderrahmane al-Kawakibi et Ali Abderrazik au siècle dernier. L'Égypte compte dans sa population dix millions de Coptes.

Par Nouredine Boukrouh



Photo : DF

Les scènes de fraternisation entre Musulmans et Coptes sur la place Tahrir, auxquelles le monde a assisté médusé dans la phase épique de la révolution, lui ont donné une idée de ce que pourrait devenir l'Égypte demain. Si Al-Azhar et le chef de l'Eglise copte sont restés fidèles à Moubarak jusqu'au dernier moment, les fidèles des deux cultes ont affronté ensemble les forces de l'ordre, et c'est ensemble qu'ils ont remporté la victoire. On a vu le croissant et la croix avoisiner sur les pancartes, et musulmans et chrétiens célébrer côte à côte la messe et la prière du vendredi. Leurs prières montaient vers le même ciel, portant les mêmes prières, pour le salut de la même Égypte. La nouvelle constitution égyptienne et les nouvelles institutions devront refléter la réconciliation des deux communautés dans le sang mêlé durant le combat pour la liberté. La liberté des coptes, dans tous les domaines, devra être aussi totale que celle de leurs compatriotes musulmans. On ne va pas à la démocratie avec des relents de théocratie ou un prosélytisme guerrier. C'est le moment de retirer du pied du monde arabo-musulman une épine qui le gêne depuis longtemps.

Les idées cheminent lentement, mais elles finissent par arriver à leur destination. Elles deviennent alors des paradigmes, des archétypes, des sources d'inspiration pour les autres, ceux qui, à travers le monde arabo-musulman, ont passionnément suivi les événements et se sont instruits des différentes manières de se libérer du despotisme. Ce que les Algériens ont vu et ressenti déclenchera forcément en eux une réflexion sur leur propre situation. Sans parler de «l'effet papillon» et des surprises qu'il peut réserver à tout moment.

Ces dernières revêtent toujours la forme la plus inattendue, comme le «plombier» qui a fait tomber Nixon ou la gifle donnée par une policière à un marchand ambulancier dans un coin perdu du Maghreb. Que n'auraient fait ou donné Ben Ali, Moubarak et Kadhafi pour éviter leur sort actuel, eux qui savent désormais qu'ils finiront leur vie soit en prison, soit au bout d'une corde, leurs familles détruites et les dizaines de milliards de dollars volés partis en fumée ? Quoiqu'il en soit, le nouveau visage du monde arabe est en train de se dessiner touche après touche, au fur et à mesure que la révolution démocratique abat les bastions du despotisme. Ce qui réussit tend à devenir un modèle. Nous ne connaissons pas encore ce nouveau visage, il ne s'est pas encore affiché sur nos écrans, mais il n'est pas exagéré de dire que c'est le sort du monde entier qui est suspendu à cette affaire Bouazizi.

N. B.

A suivre

(III) Arabes et Japonais : paradoxes et coïncidences

Arabes et Japonais : paradoxes et coïncidences⁽¹⁾

En cette année 2011, l'Histoire semble s'être emballée ; les nouvelles pleuvent sur nos têtes comme des pluies incessantes ; elle nous a repus, recrus d'événements aussi passionnants les uns que les autres que nous regardons comme si on était au cinéma. Mais alors qu'on suivait sur un écran géant la projection d'un film arabe passionnant, voilà que l'écran fut brusquement coupé en deux et un deuxième film, japonais celui-là, lancé sur l'autre moitié de l'écran, nous nouant tout de suite les tripes. Actuellement, l'attention des médias mondiaux est focalisée sur le Japon et le monde arabe. Selon les chaînes TV, l'ouverture des bulletins d'information se fait soit sur l'un, soit sur l'autre. Mais le second sujet est fatalement l'un ou l'autre. En regardant à la télévision les images montrant les efforts des autorités japonaises pour refroidir avec des trombes d'eau les réacteurs nucléaires en surchauffe, mon subconscient a fait le rapprochement avec les efforts des autorités arabes pour refroidir avec des canons à eau (mais pas seulement) l'ardeur de leurs jeunesse en ébullition. Puisse les premières réussir, et les secondes échouer.

Mais le rapprochement ne s'est pas arrêté là. Il a ouvert mon esprit à cette curieuse simultanéité entre le tsunami naturel balayant l'archipel nippon et le tsunami politique déferlant sur l'aire arabe. Dans les deux cas, il y avait des peuples qui se battaient au milieu des destructions et des morts, l'un contre les forces de la nature, les autres contre les forces du despotisme. Les images de nuages de fumée noire qui s'élevaient dans le ciel de Ras Lanouf ou de Djabiya, les hordes humaines fuyant la Libye sans même un baluchon sur l'épaule, les immeubles dévastés et les véhicules broyés gisant sur les routes, n'étaient-elles pas les mêmes que celles qui nous venaient de Miyako ou de Rikuzentakata ?

Au Japon, c'est la géologie qui parlait ; dans les pays arabes, c'est la mégalomanie qui sévissait. La Terre et l'Histoire se sont exprimées en même temps, réduisant à l'état de fétus de paille une partie de l'Empire du Soleil et quelques bastions du despotisme arabe. Mais le spectacle simultané d'un peuple humble, travailleur et discipliné frappé par le sort, et de dirigeants arabes ignares, cruels et se vautrant depuis des décennies dans des milliers de milliards de pétrodollars dilapidés dans des futilités, portait en lui quelque chose de profondément injuste. En plus, ces despotes sont convaincus de ne quitter ce monde où ils n'ont rien fait d'utile à l'espèce humaine que pour rejoindre le paradis où ils se vautraient éternellement dans le miel et le vin du seul fait d'être musulmans, tandis que ceux qui ont fait du bien à l'espèce humaine, animale et végétale, rôtièrent en enfer du seul fait de ne pas être musulmans. Ce n'est plus de l'injustice, mais de l'écroquerie qu'un Dieu juste ne saurait permettre. La richesse du Japon provient de son génie et il saura par conséquent la reconstituer, tandis que celle des Arabes, provenant d'un argent trouvé par terre, s'évanouira avec lui. Nouveaux et indûment riches, ils retourneront fatalement à leur statut d'anciens pauvres.

Japon et monde arabe ! Deux pans de l'humanité aux antipodes l'un de l'autre, l'un à l'apogée de la civilisation, l'autre à son périgée ; deux parcours historiques opposés, l'un allant du Moyen-âge vers le monde moderne, l'autre du monde moderne vers le Moyen-âge ; deux tentatives de renaissance, l'une réussie, l'autre avortée. Les deux cultures n'avaient eu aucun contact par le passé, et

ignoraient tout l'une de l'autre jusqu'à la fin du XIX^e siècle. Malgré ces paradoxes, les deux nations partagent d'extraordinaires coïncidences. Partons de la plus récente à la plus ancienne : 1) C'est grâce à la Tunisie et à l'Égypte que le monde arabe est aujourd'hui à la «une» de l'actualité internationale en même temps que le Japon. 2) La Tunisie et l'Égypte sont les premiers pays arabes que le Japon a découverts au XIX^e siècle. 3) Le Japon et le monde arabo-musulman se sont réveillés en même temps à l'idée de renaissance dans les années 1860, l'un sous le nom de «Meiji», l'autre sous le nom de «Nahda». 4) Le Japon a failli devenir un Etat musulman.

En effet, c'est de justesse et par un mystère de l'Histoire qu'il a échappé à une invasion menée au XIII^e siècle par les Mongols islamisés qui aurait fait de lui, si elle avait réussi, un émirat ou un khânat. A l'époque, la «pax mongolica» régnait sur de larges portions de la planète, et la Chine était dirigée par la dynastie Yuan fondée par Kubilaï Khan. Après avoir sommé par deux fois le Japon de se soumettre à son autorité, le Grand Khan décide en 1273 de

Les Arabo-musulmans ne profitent pas de leurs échecs, de leurs crises passées ou présentes. Ils attendent que leurs effets s'estompent, sans rien changer à leur conception des choses. Ils laissent faire l'oubli avant d'être de nouveau confrontés à une autre débâcle.

l'envahir et parvient à s'emparer de quelques îles. Pour des raisons non élucidées à ce jour, les Mongols mettent brusquement fin à leur tentative. Une seconde opération est engagée en 1281 avec une armée de cent mille hommes embarqués sur une noria de navires qui accostent en plusieurs endroits de l'archipel. Les combats durent deux mois jusqu'à ce que, subitement, un gigantesque typhon déferle sur les lieux des combats et disperse les forces mongoles, sauvant le Japon d'une dévastation certaine, voire d'une occupation. Les Japonais ont donné à cet ouragan le nom de «kamikaze» (vent divin). C'est de cet épisode historique qu'est venu ce mot.

A la fin du XIX^e siècle, le Japon était sommé par les puissances occidentales de s'ouvrir au commerce international et d'ouvrir son pays dont aucune force étrangère n'avait foulé le sol. Son retard, dû à son insularité, était tel qu'il était sur le point d'être colonisé. Militairement, économiquement et techniquement, il était «colonisable». Mais culturellement, socialement et psychologiquement, il ne l'était pas, comme il ne l'a jamais été, ni ne le sera. Or, la Tunisie et l'Égypte venaient de tomber dans l'escarcelle du colonialisme français pour la première, et britannique pour la seconde. Les deux pays ont été obligés de concéder la gestion de leur pays à ces puissances parce qu'ils étaient lourdement endettés auprès d'elles. Ils étaient devenus des «protectorats», c'est-à-dire qu'ils avaient gardé leur Etat, quand l'Algérie était, depuis un demi-siècle déjà, une colonie de peuplement.

Lorsque le canal de Suez est inauguré en 1869, il est propriété de l'Égypte pour moitié, et de la France

pour l'autre. Cherchant à contrôler cette nouvelle voie maritime, l'Angleterre rachète en 1876 les parts détenues par le Khédive Ismaïl, obéré de dettes auprès de ses banques. La France et l'Angleterre deviennent propriétaires de la «Compagnie universelle du canal» et se substituent à l'Etat égyptien dans la collecte des impôts pour se faire rembourser. Ils remplacent Ismaïl par son fils Tewfik. En 1888, un officier égyptien, le colonel Orabi Pacha, fomenta une révolte contre le Khédive et la mise sous tutelle de son pays. Le peuple égyptien se soulève. L'armée britannique intervient, réprime le mouvement et exile Orabi Pacha à Ceylan.

Les échos de ce mouvement de résistance parviennent au Japon où un intellectuel nationaliste, Shiba Shirô, qui a rendu visite au célèbre exilé, suit avec intérêt les conflits entre les puissances européennes et les peuples colonisés. Il publie un roman historique en douze volumes intitulé *Kajin no Kigû* qui rencontre un grand succès. Dans ce feuilleton, un épisode est réservé à l'épopée d'Orabi Pacha. Les lecteurs japonais se reconnaissent dans les personnages du roman qui leur décrit les voies par lesquelles peut s'insinuer une occupation coloniale : l'endettement extérieur et les «traîtres inégaux». Or, le Japon était endetté à l'époque auprès de l'Occident et confronté au système de double juridiction, nationale et étrangère. Dans un ouvrage plus direct, *Histoire moderne de l'Égypte*, Shiba Shirô montre comment l'œuvre de modernisation initiée par Mohamed Ali a été stoppée après sa mort par son petit-fils et successeur, Abbas 1^{er}, ce qui a précipité l'Égypte sous la domination étrangère. Le gouvernement japonais envoie des missions en Tunisie et en Égypte pour étudier la situation de ces pays. Les fonctionnaires nippons s'étonnent de voir des Français et des Anglais diriger les services publics tunisiens et égyptiens (douanes, fisc...). Un de ces missionnaires, Nomura Saïji, officier des douanes, veut à tout prix connaître Orabi Pacha et lui rend visite sur l'île de Ceylan. Il relatara sa rencontre avec le héros égyptien dans un rapport qui sera publié en 1891. D'autres Japonais, dont des diplomates, fascinés par le personnage, lui rendront également visite.

Lorsque le Japon accède au rang de puissance internationale après la guerre qui l'a opposé à la Russie en 1905 et dont il est sorti vainqueur, il se met à s'intéresser au rôle et à la place de l'Islam dans la vie des peuples sous domination russe dans la perspective de les inciter à se dresser contre la Russie tsariste. C'est ainsi que le gouvernement japonais invite des personnalités musulmanes en vue, dont l'Égyptien Ahmad Ali Jirjawi qui y effectue un séjour en 1906 et rédige à son retour un livre intitulé *Ar-Rihla al-yabaniya* (*Voyage au Japon*) dans lequel il plaide pour une alliance entre l'Empire ottoman et le Japon contre la Russie. C'est ainsi également qu'un Tatar, Abdel Rachid Ibrahim, visite le Japon en 1909 et demande le soutien de l'empereur pour l'indépendance de sa nation. Notons que la première traduction du Coran au japonais date de 1920.

Le penseur algérien Malek Bennabi s'est très tôt intéressé au Japon, et son œuvre est empreinte de l'admiration qu'il porte au Japon pour ses réalisations. Dans *Vocation de l'islam* (1954) il écrit : «Le Japon a réussi là où le monde musulman n'a pas encore remporté de victoire décisive sur le sous-développement, parce que son action s'est appliquée dans le monde des "choses", des produits, au lieu de s'appliquer à

l'ordre humain et les "idées"». Dans *Idée d'un Commonwealth islamique* (1960), il note : «Le Japon a assimilé des "idées", tandis que la société musulmane achète encore des "choses". Combien de beaux poèmes avons-nous faits sur notre renaissance, cependant que le Japon couronnait la sienne par tant de retentissantes victoires.» Dans *Naissance d'une société, le réseau des relations sociales* (1962), il compare le parcours des deux civilisations depuis leur réveil à la fin du XIX^e siècle : «Le Japon a repris sa marche dans l'Histoire en même temps que la société musulmane actuelle. Mais l'élite japonaise comptait déjà vers l'aube du XX^e siècle des hommes comme Okakura dont l'esprit formé à l'école de l'Occident rayonnait déjà une pensée neuve, riche de toute la culture de Dante, de Shakespeare et de Descartes, mais plus riche encore de toute cette spiritualité accumulée pendant des siècles dans les pagodes sacrées du Shinto, au pied du Fuji Yama, et qui se révèle soudain au monde moderne à travers les traditions chevaleresques du Samouraï et à travers les écrits d'Okakura lui-même. L'élite japonaise comptera bientôt des savants qui font progresser les connaissances humaines comme le physicien Nagaoka dont les radio-électriciens du monde entier appliquent déjà depuis plus de trente ans la fameuse formule qui porte son nom. Et cette élite comprend enfin aujourd'hui une équipe de savants qui est à la tête des études mathématiques et des études nucléaires... Cette élite, demeurée fidèle aux archétypes héréditaires, a su être fidèle également aux archétypes de l'Occident. Elle est allée à l'université d'Occident comme à un temple où il y a dans l'atmosphère quelque chose de sacré qui impose l'humilité et rappelle la conscience en sentiment du devoir. L'élite musulmane y va au contraire comme on va au bazar pour y acquérir des "choses" utiles à son confort, à ses jouissances, à son orgueil. La différence est grande.»

Un professeur d'université américain, Allan Christelow, qui a passé son enfance au Japon, a fait un parallèle entre le héros d'un autre

Japon et monde arabe ! Deux pans de l'humanité aux antipodes l'un de l'autre, l'un à l'apogée de la civilisation, l'autre à son périgée ; deux parcours historiques opposés, l'un allant du Moyen-âge vers le monde moderne, l'autre du monde moderne vers le Moyen-âge ; deux tentatives de renaissance, l'une réussie, l'autre avortée.

roman japonais (*Botchan* de Natsume Soseki, qui a été porté à l'écran) et *Mémoires d'un témoin du siècle* de Malek Bennabi. Christelow a découvert Bennabi en lisant en 1972 une revue dans laquelle je publiais régulièrement des textes du penseur algérien qui était encore en vie (il est mort en 1973). L'universitaire américain dont je ferai la connaissance plus tard était entretemps devenu un spécialiste de la pensée bennabienne à laquelle il a consacré plusieurs études parues dans des publications internationales. Il m'a fait l'honneur

Par Nour-Eddine Boukrouh



Photo : DF

de préfacier mon livre, *L'Islam sans l'islamisme*, paru en 2005 aux Editions Samar (Alger).

C'est à la fin du XIX^e siècle que les Arabo-musulmans, les Japonais, les Indiens, les Chinois et les Israélites se sont réveillés à la nécessité de renaître, de reconstruire leur civilisation. Où en sont, un siècle après, les musulmans par rapport aux autres ? Si, à en croire un philosophe de l'Histoire, «les hautes civilisations se reconnaissent à leur pouvoir de renaître», force est de reconnaître que le monde arabo-musulman est la seule ancienne civilisation à n'avoir pas réussi sa renaissance. Toutes les grandes religions (judaïsme, hindouisme, christianisme) sont aujourd'hui à la base des puissances économiques et militaires que sont indéniablement Israël, l'Inde et l'Occident. A l'époque où retentissaient les exhortations de Djamel-Eddine al-Afghani, le Japon se prononçait pour de profondes réformes qu'il allait réaliser en un délai record, et la Chine envoyait aux Etats-Unis ses premières missions d'étudiants. Les pays asiatiques de tradition confucéenne ont réussi leur développement économique et social mais pas les musulmans, et ce, malgré les fabuleuses richesses que recèlent leurs pays. En fait, ce ne sont pas les anciennes civilisations japonaise et chinoise qui ont ressuscité, mais les Japonais et les Chinois qui sont apparus sous de nouveaux visages et se sont harmonieusement insérés dans des systèmes d'organisation qui leur étaient au départ étrangers.

Si la renaissance européenne a été un retour à l'Antiquité, aux Lumières de la rationalité gréco-latine, avant de prendre les formes de la révolution intellectuelle et des conquêtes techniques les plus spectaculaires, celle du monde arabo-musulman a été un retour à la théologie et à la théocratie. Elle ne visait pas à la libération de la pensée, elle ne s'est pas ouverte aux autres systèmes de pensée, elle ne s'est pas penchée sur l'étude de leurs philosophies, elle n'a pas étudié la renaissance occidentale, juive, chinoise, japonaise ou hindoue, elle ne s'est pas intéressée aux apports des nouvelles sciences : astrophysique, biologie, génie génétique, nouvelles technologies de l'information... Elle regarde celles-ci de loin, se sentant à peine concernée par leurs investigations et leurs conquêtes. Les Arabo-musulmans ne profitent pas de leurs échecs, de leurs crises passées ou présentes. Ils attendent que leurs effets s'estompent, sans rien changer à leur conception des choses. Ils laissent faire l'oubli avant d'être de nouveau confrontés à une autre débâcle.

N. B.
A suivre

IV) Le dernier des despotes

Le dernier des despotes (IV)

Dans un livre intitulé *Le problème des idées dans la société musulmane* rédigé au Caire en 1960, Malek Bennabi a proposé une théorie selon laquelle les sociétés, à l'image des enfants, accomplissent leur croissance en passant par trois âges : «l'âge des choses», puis «l'âge des personnes», puis «l'âge des idées». Il lui apparaissait alors que les sociétés musulmanes, du point de vue de leur développement psychosociologique, étaient à l'âge des choses au regard des politiques économiques qu'elles suivaient (économisme), et à l'âge des personnes au regard des régimes politiques qui les régissaient (autocraties).

A l'époque, le monde arabo-musulman pensait que son principal problème était le sous-développement matériel, et que son retard sur l'Occident allait être rattrapé en quelques décennies grâce au pétrole et aux plans de développement mis en branle. Ils lui donneraient, croyait-il, les choses de la civilisation occidentale sans être obligé d'adopter ses idées. En matière de «valeurs», pensait-il, il était mieux pourvu. Sur le plan politique, il s'en était remis, pour assurer son bonheur et son honneur, à des «zaïms», des «raïs», des «libérateurs», des «guides» et des rois «pieux» qui ne tiraient pas leur légitimité de la souveraineté populaire, mais soit de la tradition islamique pour les monarchies et les Emirats soit de leur participation à la lutte anticoloniale ou à un coup d'Etat pour les «républiques». Les peuples arabes végétaient, écrit Bennabi, sous la «double tyrannie des choses et des personnes».

A l'âge des choses correspondent les émeutes sans revendications politiques comme en ont connu épisodiquement la Tunisie, l'Égypte et l'Algérie. Il est significatif que la première réaction de l'ensemble des régimes arabes devant les mouvements de protestation, chez eux ou chez le voisin, ait été d'offrir dans l'urgence une foule de choses (baisse des prix, logements, crédits...) pour les faire cesser ou étouffer dans l'œuf. Comme si seuls les ventres pouvaient s'insurger dans ces pays pour réclamer «loqmat-al-aïch» (la bouchée de pain). Que ne les ont-ils offertes plus tôt ? A l'âge des personnes correspond l'attente millénariste qu'éclate une révolution de palais ou qu'intervienne un coup d'Etat pour délivrer «al-moustadaâfin fi-l-ardh» (les opprimés) de la tyrannie. De fait, tous les changements politiques survenus dans les pays arabo-musulmans depuis toujours sont venus de l'étranger, d'un héritier meilleur ou pire que son père ou, dans les temps modernes, de l'armée.

Il en est des Arabes comme de «Ahl al-kaf» (Les Gens de la Caverne) qui, se réveillant d'un sommeil de plusieurs siècles et trouvant tout dans l'état où ils l'avaient laissé, crurent qu'ils n'avaient dormi qu'une nuit. La façon dont les Arabes étaient gouvernés jusqu'à il y a peu est celle-là même dont ils étaient gouvernés il y a plus de mille ans. Ils ont été les derniers à s'affranchir.

Même les esclaves se sont affranchis avant eux ; tout ce qu'ils ont fait dans les temps modernes a consisté à actualiser les apparences de leur état d'esclavage. Il aura fallu beaucoup pour qu'ils se réveillent, prennent conscience de leur situation et accèdent au stade des idées. Il fallait les perpétuelles défaites face à Israël, la chute du mur de Berlin, le démantèlement de l'Union soviétique, la faillite du baathisme et des idéologies tiers-mondistes. Il fallait les révolutions démocratiques des pays d'Europe de l'Est, l'exemple de Nelson Mandela, le développement des chaînes satellitaires, la généralisation d'internet et l'avènement des réseaux sociaux.

Il fallait que l'islamisme démontrât qu'il était une impasse après ses exactions en Algérie, en Égypte et dans le monde.

Il fallait l'élection d'un Noir à la tête des Etats-Unis et l'apparition d'un slogan, «yes we can».

Il fallait que le despotisme dépasse toute pudeur, que la corruption devienne scandaleuse et que les «républiques» deviennent héréditaires. C'est à peine s'il ne fallait pas que Dieu leur apparaisse. Dès lors, on comprend que personne n'ait rien vu venir.

Le despotisme, c'est l'incarnation de la souveraineté populaire et de l'Etat par un seul homme. Si nous sommes d'accord sur cette définition, force est de constater que culture islamique et despotisme sont étroitement associés dans l'imaginaire arabe.

Les «oulama» et les «fouqaha» ont de tout temps présenté ce mode de gouvernement comme naturel et licite. Khalife, imam, émir, sultan, roi, zaïm, raïs, qaïd, tous ces termes renvoient à l'idée du gouvernement d'un seul, sans droit de le contrôler, de le critiquer ou de s'opposer à lui, même par la parole ou en pensée. Tout ce qui peut être toléré, c'est de lui adresser une «naçiha» (conseil), encore que celle-ci doive émaner d'un homme autorisé, c'est-à-dire d'un «faqih». Le cercle était bien fermé. Dans la langue arabe, le mot «pouvoir» est notamment rendu par le terme «solta». Le «sultan», même s'il porte le titre de président ou de guide, est au-dessus de tout et de tous. Il incarne le pouvoir absolu, la force ultime, le droit de décider de tout, et cela sans rendre de comptes à quiconque et dans l'impunité totale. Il fait ce qui lui plaît, y compris disposer de l'argent de son pays par milliards, par montagnes, dans toutes les devises et sur tous les continents. Ne comprend-on pas mieux dès lors la psychologie des Ben Ali, Moubarak, Gueddafi, Ali Abdallah Saleh et autre Assad, qui ont régné comme Haroun Rachid ou on ne sait quel autre calife éclairé ou «inéclairé» ? En Occident et dans le reste du monde, cela fait longtemps que les rois n'ont plus de pouvoir. S'ils sont encore là, c'est par respect pour l'ancienne histoire du pays concerné et comme symboles. Ceux qui sont au pouvoir, les gouvernements, sont élus par les citoyens pour une durée déterminée et sur un programme d'action précis ; ils sont contrôlés au jour le jour par le parlement, la presse, l'opinion publique, la justice, et leurs incartades punies par la loi.

La Syrie de la fin du XIXe siècle a donné en la personne du réformateur Abderrahmane al-Kawakibi un visionnaire dont les idées conviennent parfaitement à la situation actuelle. Celui-ci voyait dans les «hommes de religion» un clergé officiel cautionnant le pouvoir despotique et préconisant l'obéissance totale au despote en échange d'un pouvoir moral et inquisitorial sur la société. A l'époque où paraissait son livre le plus important, *Tabaït al-istibdad* (Les caractères du despotisme), le monde arabe vivait sous le régime du Califat ottoman.

Dans ce livre, il esquisse le type de gouvernement que les musulmans devraient se donner après leur libération de la tutelle turque : «Il doit refléter la représentation politique de la nation, et non le règne d'un homme et de ses comparses. Celui-ci ne doit pas disposer à sa guise des droits matériels et moraux de la communauté ; il ne doit pas avoir la mainmise sur les actes et les pensées des citoyens. Ses tâches doivent être fixées par une constitution. L'autorité n'appartient pas au gouvernement mais dépend de la nation. Celle-ci ne doit pas une obéissance absolue au gouvernement. C'est à la nation d'établir les dépenses nécessaires et de fixer les impôts et les ressources. La nation a le droit de contrôler le gouvernement. La justice doit être conforme à ce que pensent les juges et non le gouvernement. Ce dernier ne doit pas se mêler de la religion tant que

l'on ne porte pas atteinte à son respect. Des textes clairs doivent fixer les pouvoirs des fonctionnaires. La rédaction des lois doit être l'œuvre d'une assemblée élue par la nation...» Il en ira autrement à l'heure de la libération de l'Empire ottoman puis du colonialisme.

Comparant le système de gouvernement des Etats islamiques à celui que se sont donné les Occidentaux, il écrit : «Ce que le progrès humain a réalisé de plus utile, ce sont les statuts qui composent les constitutions des Etats organisés. Ils considèrent qu'il n'y a aucune force au-dessus de la loi. Ils attribuent le pouvoir législatif à la nation, celle-ci ne pouvant réaliser son unanimité sur une erreur. Ils autorisent les tribunaux à juger le roi et le pauvre sur un pied d'égalité. Ils placent les responsables du gouvernement, appelés à gérer les affaires de la nation, dans une position telle qu'ils ne puissent outrepasser les droits attachés à leurs fonctions.

Enfin, ils donnent à la nation la possibilité de surveiller et de contrôler la gestion de son gouvernement...». Aussi préconisait-il dans ses livres et écrits de presse la séparation du politique et du religieux, l'égalité des citoyens indépendamment de leur confession, l'accès égal aux fonctions publiques, l'égalité devant l'impôt des ressortissants musulmans et non musulmans, l'instruction des filles, la séparation des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire... Kawakibi ramenait les problèmes du monde musulman à une seule cause, l'absence de liberté, écrivant dans un autre de ses livres (*Oum al-Qora*) : «Le mal provient de notre manque de liberté. On reconnaît celle-ci au fait que l'homme parle et agit comme il l'entend.

Elle comprend aussi la liberté de l'enseignement, la liberté de faire des conférences, d'imprimer, de se livrer à des recherches scientifiques. Elle engendre une justice totale à tel point que l'homme ne craint ni tyran ni oppresseur. Elle apporte aussi la sécurité dans la pratique de la religion et dans les âmes, protège la dignité et l'honneur, sauvegarde la science et ses bienfaits... Elle est le bien le plus cher à l'homme après la vie.» Le penseur syrien est mort assassiné par la Khédive d'Égypte à l'instigation du sultan ottoman Abdulhamid. Mais ses idées, qui restent en avance sur notre temps, ont influencé la pensée d'un autre réformateur, égyptien celui-là, Ali Abderrazik qui, dans un contexte fondateur comme celui que vit actuellement le monde arabe, a écrit en 1925 un petit livre qui eut un grand retentissement, *L'islam et les fondements du pouvoir*.

En 1923, l'Égypte devient une monarchie constitutionnelle après un protectorat britannique qui a duré près d'un demi-siècle. En 1924, le califat est aboli en Turquie. Cet événement provoque un immense débat au sein des élites du monde musulman.

Le chef de file de la Nahda, Rachid Réhda, s'oppose à l'abolition, tandis qu'Ali Abderrazik l'approuve, soutenant que «le califat a été de tout temps et est encore une calamité pour l'islam et les musulmans, une source constante de mal et de corruption... Aucun des théologiens qui ont prétendu que la proclamation de l'imam (le khalife) est une obligation religieuse n'a pu citer un verset du Coran à l'appui de sa thèse. En vérité, s'il se trouvait dans le Livre sacré un seul passage qui puisse faire preuve de ce sens, les théologiens n'auraient pas hésité à le mettre en relief et à s'étendre en développements à son sujet...». L'audace du réformateur égyptien dans le traitement de la question du khalifat et de l'Etat islamique est sans précédent. Il poursuit : «On voit donc que ce titre de calife ainsi que les circonstances qui ont accompagné son usage ont été parmi les causes de l'erreur

Par Nour-Eddine Boukrouh



Photo : DF

qui s'est propagée dans la masse des musulmans, les conduisant à prendre le califat pour une fonction religieuse et à accorder à celui qui prend le pouvoir le rang occupé par le Prophète lui-même.

Il était de l'intérêt des rois de diffuser pareille illusion dans le peuple en vue d'utiliser la religion comme moyen de défense de leurs trônes et de répression de leurs opposants. Ils ont œuvré sans répit dans ce sens par de multiples voies jusqu'à inculquer la croyance que l'obéissance aux dirigeants équivaut à l'obéissance à Dieu, et la révolte contre eux est la révolte contre Dieu.

Ils ne se sont pas contentés de ce résultat. Ils ont fait du roi le représentant de Dieu sur terre et son ombre auprès de Ses créatures. Le système du califat a été par la suite annexé aux études religieuses, placé ainsi au même rang que les articles de la foi, étudié par les musulmans en même temps que les attributs de Dieu, puis enseigné de la même façon que la profession de foi islamique. Tel est le crime des rois et le résultat de leur domination despotique : au nom de la religion, ils ont égaré les musulmans, dissimulé à leurs yeux les voies de la vérité, fait obstacle à la lumière de la connaissance. Au nom de la religion également, ils se sont appropriés les musulmans, les ont avilis et leur ont interdit de réfléchir sur les questions relevant de la politique. Au nom de la religion, ils les ont bernés et ont créé toutes sortes d'obstacles devant l'activité intellectuelle, au point de les empêcher d'avoir quelque système de référence que ce soit, en dehors de la religion, même dans les matières strictement administratives. Tout cela a tué les forces vives de la recherche et de l'activité intellectuelle parmi les musulmans...»

Le «alem» égyptien a eu la lucidité et le courage de désigner les véritables causes du sous-développement intellectuel et socioéconomique des musulmans. Lui-même théologien et juge dans un tribunal islamique du Caire, il a, par on ne sait quelles voies, réussi à se soustraire à la culture qu'il a reçue à Al-Azhar et à élever son esprit au niveau des solutions qu'aujourd'hui encore les Arabes ne se résolvent pas à envisager. Courageux au-delà de l'imaginable, il conclut son livre sur cette exhortation : «Aucun principe religieux n'interdit aux musulmans de concurrencer les autres nations dans toutes les sciences sociales et politiques. Rien ne leur interdit de détruire ce système désuet qui les a avilis et les a endormis sous sa poigne. Rien ne les empêche d'édifier leur Etat et leur système de gouvernement sur la base des dernières créations de la raison humaine et sur la base des systèmes dont la solidité a été prouvée, ceux que l'expérience des nations a désignés comme étant parmi les meilleurs.»

Ali Abderrazik a été déferé devant un tribunal, jugé, condamné, démis de ses titres universitaires et de ses fonctions avant d'être réhabilité un quart de siècle plus tard et nommé ministre des «Wakfs». Il n'a jamais renié ses idées et ne s'est pas repenti d'avoir écrit ce petit livre dans lequel est résumée la tragédie passée et actuelle des musulmans. Après Kawakibi, il est celui qui a osé se dresser face au despotisme et le dénoncer. Il dira à la fin de sa vie dans une lettre à son fils : «Je ne pense pas qu'il existe dans cette vie un lien plus puissant et plus durable entre les hommes que celui que crée la dénonciation du despotisme et la croyance en Dieu.» C'est de l'émoi suscité par la publication de son livre que naîtra, deux ans plus tard, le mouvement des «Frères musulmans» en Égypte qui va gommer les avancées intellectuelles réalisées par Kawakibi et lui. C'en

était fini des efforts intellectuels vers une «nahda» moderne. Les idéaux démocratiques étaient catalogués comme des idées «étrangères à nos valeurs», et à la place on appelait à «islamiser la modernité». Puisse les idées avant-gardistes de ces précurseurs être utiles aux jeunes gens qui cherchent à réconcilier l'islam et le monde arabe avec les idéaux démocratiques.

Les despotes tiraient leur force de la faiblesse et du consentement de leurs sujets. Ils se surestimaient quand leurs victimes se sous-estimaient. Ce n'est pas tant par la peur qu'ils tenaient leurs peuples, c'est parce que ces derniers portaient en eux la culture du despotisme. Ils y croyaient comme à un article de foi, comme au calife, ombre de Dieu sur la terre, comme à l'Emir des Croyants, comme au Serviteur des Lieux Saints de l'Islam, comme au rais révolutionnaire, comme au guide innova-

teur... Si le despotisme comme mode de gouvernement a tant duré, c'est parce qu'il était un état de choses dont étaient convaincus aussi bien celui qui l'exerçait que celui qui le subissait.

Mais ce «message génétique» est en cours d'effacement de l'ADN arabo-musulman : encore quelques semaines, quelques mois, quelques années, et on n'en parlera plus. Les despotes ont en réalité rendu service à leurs peuples en étalant leur cruauté, leur attachement irraisonné au pouvoir, leur corruption. Comme le terrorisme a rendu service aux musulmans en les désenvoûtant de l'islamisme. Le modèle que Montesquieu a catégorisé dans *L'Esprit des lois* sous le nom de «despotisme oriental» est en train de rendre l'âme, en même temps que quelques-uns de ceux qui l'ont le mieux incarné. Il est bel et bien mort dans l'esprit arabe. Les despotes

encore en place devraient le comprendre pour éviter que leurs pays ne soient inutilement mis à feu et à sang. A moins que, à l'instar de Gueddafi, c'est ce qu'ils recherchent par esprit de vengeance : ne rien laisser derrière eux.

On parlera bientôt du dernier des despotes comme on parlait du «dernier des Mohicans». Pourquoi les despotes se sont brusquement mis à tomber les uns après les autres ? A cause du réchauffement climatique : les arbres auxquels ils pendaient ont pourri, et les Arabes qui les portaient ont enfin mûri. La fin du despotisme dans le monde arabe revêtira la même importance et aura la même résonance que la fin de l'esclavage dans le monde. Qui sera le dernier à tomber ?

N. B.
A suivre
V) Et nous ?

Des trous dans la pensée ou la crise chronique de l'humanisme arabe

Partout dans le monde, la pensée a évolué en rupture avec des catégories rendues obsolètes par l'histoire et la philosophie. L'avancée de la pensée s'énonce par le changement des concepts et des grilles de lecture des faits.

La nahdha arabe, au XIX^e siècle, quant à elle, subjuguée par la prodigieuse avancée de l'Occident, mais incapable de rupture, s'est piégée dans la tentative de conciliation des pôles antagoniques ! On connaît les fameuses dichotomies conceptuelles de cette pensée sclérosée : modernité/tradition, 'aq/ (raison)/naql (imitation des anciens)... Au nom d'une spécificité mythique, la pensée dominante voulait que l'on puisse avancer tout en restant immobile, et même en régressant vers un passé mythique ! L'échec est patent, et les principaux épigones de la pompeusement dénommée nahdha arabe s'étaient vite recroquevillés dans la tradition.

Le mouvement des Frères musulmans naîtra en Égypte et se propagera sous la forme de l'islamisme, plus orienté vers l'autodestruction, qui a creusé davantage la spécificité en tentant d'achever ce qui filtrait encore comme lumière dans le clair-obscur de la raison dite arabe dominante.

La pensée dominante revendique désormais la spécificité érigée en épistémologie générale et fera une guerre assidue contre le savoir scientifique et la raison qu'elle finit par contenir dans la marge tout en lâchant la bride à la pensée traditionaliste religieuse au lieu de la circonscrire à la sphère privée. En résultera de cette clôture dogmatique la non-autonomisation du champ du savoir, caractéristique commune des sociétés dites arabes, et le sous-développement culturel, cognitif et social.

Les sociétés arabes partagent aussi le même mode néopatrimonial de gouvernement. Leurs dictateurs sont dans la posture de celui qui possède en toute propriété les biens et les hommes.

Les régimes ont les mêmes principes de fonctionnement :

- non-séparation des pouvoirs et hégémonie de l'exécutif ;
- répression brutale et corruption systématisées ;
- impunité totale du pouvoir et de ses agents ;
- interdiction totale d'expression à l'opposition.

Ce sont là les traits de ce que Karl Popper appelle la société fermée. Face à l'avancée de l'Occident — qui avait systématisé la pensée cartésienne, qui posait que ce n'est ni dans la tradition ni dans les autorités existantes que la vérité se fonde, mais dans le sujet universel de la science, que la lumière naturelle est supérieure à l'exemple et à la coutume —, la raison arabe dominante a opposé la spécificité, le retour aux vieilles vérités et au figement de l'ordre cognitif et social. La généralisation de la violence islamiste autodestructrice et prétendument antioccidentale offre à l'inamovibilité des dictateurs arabes l'alibi de la protection des intérêts de l'Occident pour que ce dernier ne leur demande pas de comptes sur leur brutalité ; et celui de la lutte contre l'Occident impie et impérialiste qu'ils servent à leurs peuples, à la moindre tentative de libération de leur tutelle.

Cette ruse (duplicité) ne semble plus payer et l'Occident abandonne ces dictateurs dans leur chute les uns après les autres. L'Occident s'est rendu compte que ces dictateurs, tout en prétendant lutter contre l'islamisme, ne prenaient aucune mesure politique, sociale et juridique pour ancrer et développer la démocratie.

Des mesures sont prises, au contraire, pour renforcer la domination islamiste de la société (systèmes éducatifs, code pénal, statut personnel, mass-médias...). Aucune liberté individuelle n'est tolérée.

Aujourd'hui, grâce à la mondialisation de la communication électronique, non encore intégrée par la pensée dominante, les sociétés arabes redeviennent les acteurs de leur histoire et s'affirment face à leurs dictatures qui les maintenaient dans un état de minorité.

Mais voilà la panne d'imagination des dictateurs. Le discours du président libyen, quand son tour fut venu, déclare sans craindre le ridicule à l'endroit de l'Occident, bien après la chute de ses voisins tunisien et égyptien qui en avaient abusé sans convaincre, qu'il mènerait une lutte contre Al-Qaïda en Libye, comme le fait Israël à Ghaza ! et qu'il protégerait l'Europe en lui garantissant l'énergie et en empêchant les hordes d'émigration qui la noirciraient (Le Pen ferait-il mieux ?). Dans le même élan, à l'adresse des peuples dits arabes, il déclare qu'il serait en train de mener une lutte contre l'impérialisme occidental antislamique (les croisades) qui voudrait piller le pétrole libyen et rétablir sa domination coloniale territoriale !

Contre le président français, dont il assure qu'il a perdu la raison, il demande la restitution de l'argent du peuple libyen que lui-même lui aurait donné en soutien de sa campagne électorale ! Tiens donc !

Le roi des rois d'Afrique s'avère raciste anti-Noirs, et avoue avoir donné l'argent du peuple libyen (sans l'accord de celui-ci) pour soutenir la candidature d'un président qu'il savait «fou» et de surcroît l'un des plus anti-Africains et anti-Maghrébins d'Europe ? En voilà un acte anti-impérialiste dans l'intérêt bien compris des peuples ! Surtout quand on connaît ses amitiés avouées avec le très musulman Berlusconi !

Le plus époustouflant, c'est quand on nous suggère ailleurs que la lutte anti-impérialiste ne peut être menée que par ces éternels dictateurs qui n'auraient pas ruiné leurs pays mais auraient, au contraire, sous leur autorité «éclairée», garanti que le pétrole profite au développement de l'économie et aux peuples arabes qui vivraient mieux, seraient plus instruits et plus heureux, avec des systèmes éducatifs performants !

L'analphabétisme, la désespérance sociale, ces vagues humaines d'émigration humiliantes vers l'Europe (harraga), les immolations par le feu, ne seraient pas symptomatiques de cette gestion honteuse qui achète le silence complice de l'Occident en contrepartie de fortes largesses et de vils services ! Ces pays riches aux populations pauvres, grâce à leurs dictatures, ne seraient pas vidés de leurs élites, et transformés en enfers que tout le monde tente de fuir ! Au contraire, ils attireraient même l'émigration des pays occidentaux environnants «ruinés» par une gestion démocratique !

Voilà ce qui arrive quand on abandonne la pensée critique conséquente et qu'on reprend nonchalamment et inlassablement les poncifs anticoloniaux et anti-impérialistes poussièreux ! Voilà le raisonnement politique indigent, produit d'une éternité de dialogue des dictateurs face à leur miroir où l'opposition est réduite à l'écho de leur propre voix tonitruante et éthérée !

La spécificité est convoquée pour dire que s'il est vrai que partout les régimes doivent changer pour que la vie des gens

Par le professeur **Abderezak Dourari**,
chercheur en sociosémiotique

s'améliore — le régime démocratique s'étant avéré le meilleur mode de gouvernance —, dans les sociétés arabes ce sont les dictatures moyenâgeuses brutales qui sont le meilleur garant des intérêts et du bien-être des peuples ! Les prestidigitateurs de la raison s'amuse : à la souveraineté des peuples on substitue celle des régimes ! au peuple tunisien, au peuple égyptien, au peuple libyen, qui souffraient le martyre sous la répression démesurée de régimes autoritaires chancelants qui les réduisaient en esclavage, il ne faut, au nom de la lutte anti-impérialiste et de la sacro-sainte souveraineté nationale, demander nulle aide : ni aux organisations internationales (l'ONU) dont ils sont membres pourtant ni aux fantomatiques organisations arabes, même avec leur incapacité d'action constitutive connue ! Non-assistance à peuple en danger ! C'est quoi cette attitude permissive qui cautionne qu'un chef d'Etat traite son peuple de rats (*djirdhane*) à nettoyer et utilise pour ce faire l'aviation, la marine, les blindés et les lance-roquettes ? Où l'a-t-on vu sinon en Afrique et dans le monde arabe ? Mais de là à lui trouver des charmes de nationalisme anti-impérialiste, il faut bien du cynisme !

L'attitude de la «Ligue arabe» témoigne, en plus des intérêts sordides des dictatures qui la composent, de la persistance de cette posture velléitaire de la pensée arabe dominante, qui n'est toujours pas parvenue à s'émanciper des vieilles dichotomies «tradition et modernité», «croyances et savoir scientifique», «rite et humanisme»... Elle demande une intervention du Conseil de sécurité de l'ONU pour protéger les populations libyennes de la vengeance de son dictateur sanguinaire, mais elle-même ne participe pas et voudrait même que l'ONU n'intervienne cependant pas ! Incapable d'imagination, d'autres revendent à l'Occident et à l'opinion les mêmes vertus antiterroristes non avérées de ce chef rejeté par son peuple et la stabilité du régime face au désordre occasionné par la démocratisation !

Quel intérêt anti-impérialiste sert la destruction de l'armée libyenne et de ses moyens ainsi légitimée par le comportement autoritariste, patrimonialiste et irresponsable de ce chef ? En quoi la passation des pouvoirs à un gouvernement élu par le peuple libyen (l'opposition libyenne) serait-il dans l'intérêt des impérialistes ?

S'il y a bien une spécificité arabe, outre l'arriération intellectuelle, sociale, économique et politique, c'est bien la pensée velléitaire dominante qui charrie toujours toutes les contradictions du Moyen-Age et des siècles passés que l'humanité a dépassées, sans jamais se préoccuper de filtrer et changer de grille d'analyse. La modernité et la démocratie, la pensée arabe dominante n'est ni pour ni contre, bien au contraire !

En dehors de tout cela bien sûr, la Tunisie n'est pas l'Égypte ; l'Égypte n'est pas la Libye ; la Libye n'est pas le Yémen ; le Maroc n'est pas le Bahreïn... Et bien sûr, l'Algérie n'a absolument rien à voir avec tout cela réuni ! La pensée arabe a ceci de commun avec le gryère : elle compte plus de trous que de matière !

A. D.

Publicité

FORMATION EN MANAGEMENT DE PROJET

du 03 au 06 Avril

ABOUSIMBEL

« Planifier et maîtriser les délais et les ressources sur un projet »

du 10 au 12 Avril

ESTIMATION

« Evaluer les coûts des projets »



du 12 au 14 Avril

COÛTS

« Maîtriser les coûts des projets »

Société **OPTEAM-Algérie**

07, rue de Cirta, Hydra, Alger.

Tél. 021 48 16 24 - 021 60 90 66 - 021 60 90 78

Fax 021 48 16 50

Mobile 07 70 52 50 55 - 07 70 27 76 87

e-mail kiamraoui@opteam.fr - rhariche@opteam.fr

Et nous ? (V)

En février 1979, j'ai eu le privilège de m'embarquer dans le premier vol Paris-Téhéran qui a suivi celui qui venait de ramener de France l'ayatollah Khomeïni.

Je voulais me rendre en Iran pour vivre de l'intérieur la révolution iranienne et témoigner de ce que j'aurais vu et vécu. C'est ce que je ferai en publiant dans l'unique quotidien francophone algérien de l'époque, El-Moudjahid, mon témoignage sous la forme d'un long reportage intitulé «Voyage dans la révolution iranienne» (2, 3 et 4 juin 1979).

En ce temps-là, il fallait se déplacer et prendre des risques pour voir se dérouler une révolution, car les chaînes satellitaires n'existaient pas. Aujourd'hui, on peut le faire de son salon ou d'un café public, et en savoir davantage. C'est ainsi qu'il nous a été donné ces derniers mois d'assister en direct à des moments rares dans l'histoire humaine, le déroulement de plusieurs révolutions simultanées. Ces images nous ont ébahis et emplis de bonheur. Il en est aussi qui nous ont traumatisés et terrifiés car, en les regardant, on ne pouvait s'empêcher de penser : «Et si cela arrivait chez nous ?»

Ce sont surtout celles qui nous viennent de Libye, nous montrant un pays implorer, un Etat s'effiloche, une armée se désagréger, des citoyens bombardés par l'aviation de leur pays, des forces étrangères détruire toutes les infrastructures à partir du ciel ou de la mer, et tout cela à cause d'un homme, d'un seul homme. Qui eût cru que nos frères Libyens en arriveraient là ? Si, Dieu nous en garde, un tel malheur devait un jour survenir chez nous, il se trouvera aussi des gens pour dire «Qui l'eût cru ?» Par le passé, l'Afghanistan, la Somalie et le Yémen ont connu un tel sort, pour d'autres raisons. Ce dernier risque même de replonger, tandis que le Pakistan et la Côte d'Ivoire sont sur la pente qui y mène.

On peut observer à l'opposé que la Belgique n'a pas de gouvernement depuis un an, que la société est coupée en deux, mais que le pays continue de tourner comme si de rien n'était. S'il fonctionne comme s'il était en pilotage automatique, c'est parce que les citoyens belges, Flamands et Wallons, ont fait leur révolution démocratique il y a deux siècles. Tout ce qu'il y a, c'est que l'une des deux communautés souhaite divorcer. Aucune balle n'a été tirée, et on ne déplore aucune perte humaine ou matérielle conséquente à une violence.

Qu'en est-il de notre pays à l'heure des révoltes arabes ? Abderrahmane Al-Kawakibi, dont les idées s'appliquent parfaitement à la problématique actuelle des pays arabes alors qu'elles remontent à 1866, écrit dans Les caractères du despotisme : «La nation qui ne ressent pas unanimement ou dans sa majorité les souffrances du despotisme ne mérite pas la liberté... Avant de combattre le despotisme, il convient de préparer le régime qui doit le remplacer... Le despotisme occidental, s'il vient à disparaître, sera remplacé par un gouvernement qui établira les institutions que les circonstances permettront, tandis que le despotisme oriental, venant à disparaître, sera suivi d'un despotisme encore plus rigide.

Il en est ainsi car les Orientaux n'ont nullement l'habitude de se préoccuper du proche avenir, leur plus grand souci étant axé sur ce qui se passera dans l'au-delà.»

Avant de nous demander si la vague des révolutions arabes va toucher notre pays, mettons les pieds dans le plat et posons-nous les questions que suggère ce que

nous venons de lire : existe-t-il une situation de despotisme en Algérie ? Sommes-nous unanimes dans sa condamnation, le cas échéant, pour mériter la liberté ? Avons-nous préparé la voie au régime qui le remplacera ? N'avons-nous pas failli, en 1991,

remplacer le despotisme par un autre, encore plus rigide ? En un mot, comme en cent, sommes-nous mûrs pour la révolution démocratique ? Je peux tout de suite faire une réponse express à la dernière question qui n'engage que moi : pour la révolution oui, à tout moment, pour la démocratie c'est moins sûr. Certes, ce n'est pas parce que le feu prend dans une maison que toutes les autres doivent brûler, mais si elles sont faites de mêmes matériaux l'embrasement

Nous devons nous rendre à l'évidence qu'actuellement notre peuple n'est intéressé que par son quotidien difficile : il ne «veut pas d'histoires» ; il n'a que faire de «cette démocratie qui s'est soldée par des centaines de milliers de morts» ; il veut juste «vivre».

est inévitable. Or, notre maison est de chaume. Il faut se hâter d'en construire une nouvelle, tant qu'on a des sous, sinon le feu la dévorera.

Des responsables officiels ont déjà assuré que notre pays ne sera pas touché pour des motifs que nous pouvons résumer ainsi : l'Algérie a fait sa révolution démocratique en 1988 ; l'Etat a les moyens financiers de faire face aux tensions sociales ; nos forces de l'ordre ont été renforcées et étoffées ; le pouvoir s'appuie sur une large base sociale... Aucun de ces arguments n'est vrai. Si nous avons fait notre révolution démocratique en 1988, où seraient ses résultats, et pourquoi cette haine persistante du pouvoir ? Le «système» a-t-il changé ? Y a-t-il eu alternance au pouvoir ? N'y a-t-il pas eu régulièrement des fraudes électorales ? N'a-t-on pas tripotillé la Constitution ? Pour le second argument, il suffit de rappeler que la Libye, avec six fois moins d'habitants et deux fois plus de rentrées en devises que nous, n'a pas été épargnée. Pour le troisième argument, l'Égypte possédait des forces de répression (deux millions d'hommes) plus nombreuses que les nôtres, mais qui n'ont pas pour autant libéré «Maydan Tahrir» ou sauvé Moubarak. Quelle que soit leur importance numérique ou la performance de leurs équipements, des forces de l'ordre ne peuvent pas venir à bout de la volonté populaire quand celle-ci se met réellement en mouvement. On ne peut pas tuer des milliers de personnes quand le monde entier regarde et que des poursuites internationales guettent les auteurs de massacres. Quant au quatrième argument, les militants «administratifs» des partis de Ben Ali et de Moubarak (des millions là encore) auraient empli les rues de Tunis et du Caire et noyé dans leurs flots les

manifestants s'ils avaient été une réalité. Or, tout ce qu'on a vu, ce sont les chevauchées fantastiques de «baltaguia» vite mis en déroute.

Il y a cependant d'autres raisons que celles-là de douter que la vague révolutionnaire touchera notre pays. Il y a eu une immolation par le feu à Sidi Bouzid, et depuis une dizaine de pays se sont enflammés. Il y en a eu une vingtaine chez nous sans que rien ne se passe dans le

quartier même où elles ont eu lieu. Je peux m'avancer à prédire qu'il n'y aura pas de révolution chez nous à brève échéance. Mieux encore, on peut la rendre complètement inutile car les révolutions ne sont jamais souhaitables. Les peuples n'y recourent que lorsque

les dirigeants les y acculent par leur mauvaise gestion, leurs excès et leur enfermement sur eux-mêmes. La révolution n'est pas un but en soi, c'est ce qu'elle permet de réaliser qui la légitime.

Si les buts d'une révolution peuvent être atteints par la voie pacifique, il n'y a pas mieux car cela évite au pays concerné des pertes humaines et matérielles. C'est ce qu'essaie justement de faire notre voisin marocain. Il ne faut cependant pas se hâter de se réjouir. En place et lieu d'une révolution, si les choses restent en l'état, les grèves, sit-in, émeutes, jacqueries, soulèvements locaux, tensions régionales, conflits tribaux, affrontements de quartiers et zones de non-droit dont nous sommes familiers iront crescendo et éroderont petit à petit l'Etat. Il suffira alors d'un rien pour que les feux locaux deviennent un brasier national.

Les émeutes sont le stade primaire de la politique. On veut «donner une leçon au pouvoir», «lui montrer...», sans vouloir nécessairement son départ. Non pas parce qu'on tient à lui, mais parce qu'une funeste idée s'est insinuée dans les mentalités : «Celui qui vient est pire que celui qui s'en va, alors à quoi bon ?» La révolution c'est la violence, certes, mais au service d'une idée : une idée de ce qu'on veut mettre à la place de ce qu'on veut détruire. La révolution, c'est une idée futuriste de la vie d'une nation, de l'Etat, de la société, portée par une majorité de citoyens. Or, s'il a toujours existé dans notre pays une unanimité sur le rejet du «système», pour des considérations diverses, il n'a jamais existé un consensus sur l'alternative à lui apporter.

Nous sommes encore à l'âge des choses (loqmat al aïch) et à l'âge des personnes (l'homme providentiel). Nous n'avons pas encore accédé à l'âge des idées : celui d'un projet de société consensuel allant dans le sens de l'histoire, qui assurerait le pain quotidien à tous, sans le despotisme d'une personne, d'un groupe ou d'un parti.

Le soulèvement d'octobre 1988 ne véhiculait qu'un rejet violent du pouvoir. Il n'y avait, avant que le FIS ne le récupère, aucune banderole, aucune pancarte, aucun slogan. Il a duré trois jours et un seul discours larmoyant de Chadli a suffi pour faire rentrer chez eux les émeutiers, en larmes pour bon nombre d'entre eux aussi. Les émeutes de janvier 2011 n'ont pas duré davantage et ne comportaient pas plus de message politique. Tout le monde a convenu qu'il fallait juste baisser le prix des produits de première nécessité, ce qui fut vite fait. Les images des mouvements de foules, des banderoles, des slogans, les paroles des manifestants en Tunisie et en Égypte tournent quotidiennement en boucle sur Al-Jazeera, Al Arabiya et d'autres chaînes.

Regardons-les bien et demandons-nous si elles ressemblent à Octobre 1988 et à janvier 2011. Comparons la composante des foules, écoutons les déclarations faites par les jeunes, les moins jeunes, les femmes, les intellectuel, les badauds... sont-elles comparables avec celles tenues par nos jeunes ? A-t-on entendu «achaab yourid al visa» ? Examinons les slogans qui reviennent le plus souvent dans les manifestations : «Pouvoir assassin», «Oulach smah oulach», «One, two, three, viva l'Algérie»... Où est la vision politique d'avenir là-dedans ? Où sont les idées ?

Nous avons eu par deux fois au moins la violence à grande échelle, car les émeutes ponctuelles sont quasi quotidiennes, mais une seule fois des «idées» portées par une majorité : celles brandies par le FIS en 1988 et qui consistaient à peu près en ceci : la démocratie est «kofr» ; pas de charte ni de Constitution, mais le Coran seul ; changement des habitudes alimentaires et vestimentaires

Par Nour-Eddine Boukrouh



Photo : DR

des Algériens ; pas de mixité dans les écoles ; tribunaux populaires pour les généraux ; suppression des impôts... On vient de lire sous la plume de Kawakibi : «Les musulmans n'ont nullement l'habitude de se préoccuper du proche avenir, leur plus grand souci étant axé sur l'au-delà...» Ce que promettait justement le FIS à ceux qui voteraient pour lui, c'était le paradis ; une grande partie du corps électoral s'avéra intéressée ; ce sont les portes de l'enfer qui s'ouvrirent finalement devant tous. Finalement, quelle était la partie à blâmer, le FIS ou les électeurs (autrement dit le peuple) ? Un insensé, des insensés, peuvent surgir à n'importe quel moment dans n'importe quel pays et promettre n'importe quoi aux foules. Des deux, qui sont les plus insensés ? ceux qui promettent ou ceux qui les suivent ?

Nous sommes libres depuis à peine un demi-siècle que nous voyons déjà se profiler à l'horizon le spectre de la faillite générale. Nous aurons fait une brève incursion dans l'histoire, nous aurons connu pour peu de temps la vie nationale et moderne.

Un exemple : l'équivalent de notre FIS vient d'apparaître en Tunisie sous le nom de «Front islamique de libération». Ses chefs ont annoncé qu'ils ont préparé une plateforme à l'intention de l'Assemblée constituante qui sera élue en juillet prochain. Et que préconisent-ils dans ce document ? La restauration du khalifat et l'interdiction de la

démocratie et du multipartisme si leur parti arrivait au pouvoir. Tout simplement, et dit avec le sourire. Cela dit, où réside le problème, et surtout qui détient sa clé : ces insensés, qui ont toutefois le bon sens d'afficher leur programme, ou le corps électoral au moment du vote ? On peut paniquer à la place des Tunisiens et leur conseiller de ne pas courir de risque en agréant ce parti, comme avaient fait avec nous Ben Ali, Moubarak et Kadhafi. Ce serait leur manquer de respect car cela reviendrait à leur dire tacitement que la moitié d'entre eux sont éligibles à la folie. Si ce sont les Tunisiens et Tunisiennes qu'on a vus à la télé ces derniers mois qui iront voter dans quelques mois, il n'y a rien à craindre. Le peuple tunisien est passé au grade de société il y a longtemps, il lui restait juste à aller nettoyer lui-même les écuries d'Augias, puisque ni les militaires ni l'élite ne s'y étaient résolus. Mais je vous le concède : attendons pour voir, à l'instar du général Rachid Ammar certainement. Le problème qui se posait à l'Algérie en octobre 1988 se pose toujours dans les mêmes termes : comment instaurer une démocratie en l'absence d'une opinion publique définitivement gagnée aux idées démocratiques ?

A l'époque, ces idées étaient minoritaires et non mobilisatrices parce que la majorité silencieuse qui était censée y adhérer s'était abstenue de voter dans une large proportion. En outre, ces idées s'opposaient davantage les unes aux autres qu'au régime qu'elles prétendaient combattre.

Il n'y a jamais eu dans l'opposition algérienne un consensus sur ce qu'il y a lieu de mettre à la place du système qu'elle souhaite remplacer. Il n'y a aucun projet d'alternance consensuel et applicable, et j'ai bien peur qu'il n'y en aura pas de sitôt. On dirait que la finalité de l'action politique est d'instruire en permanence le procès du pouvoir, de publier des communiqués, de signer des pétitions ou de faire, pour ceux qui le peuvent, une déclaration au micro d'une chaîne étrangère. Après ça, on rentre chez soi avec le sentiment du devoir accompli et la conviction que la révolution est en marche. Chaque fois qu'une tentative de regroupement s'est esquissée, elle a été aussitôt sabordée. Chaque parti suspecte les autres, chaque leader se méfie des autres, et tout le monde est habité par la hantise des «Services». Les partis en Tunisie et en Égypte ont tenu un même lan-

gage pendant les événements ; ils se sont rangés derrière les jeunes et aucun «zaïm» n'est apparu pour tenter de tirer à lui la couverture. Mais ces jeunes savaient où ils allaient, ils étaient dans la bonne direction.

Nous devons nous rendre à l'évidence qu'actuellement notre peuple n'est intéressé que par son quotidien difficile : il ne «veut pas d'histoires» ; il n'a que faire de «cette démocratie qui s'est soldée par des centaines de milliers de morts» ; il veut juste «vivre», même si c'est d'une vie végétative. Ce n'est pas qu'il manque de courage, il en a jusqu'à l'inconscience ; ce n'est pas qu'il craint la mort, il l'a reçue ou vue de près. Il ne croit tout simplement plus en rien ni en personne. Pris un à un, tous les Algériens souhaitent le changement, mais à condition que ce soit les autres qui le fassent et en paient le prix, fidèles en cela aux enseignements de Djouha que tous connaissent par cœur. Si le sens du sacrifice ne leur a jamais manqué, c'est le sens social, le sens collectif, qui leur a toujours fait défaut. Bien avant l'apparition du multipartisme chez nous, je parlais des «açabiyate» qui minaient notre société. Aujourd'hui, elles sont encore là, intactes comme au premier jour.

En 1997, j'ai consacré un livre à l'analyse de cette problématique sous le titre de *L'Algérie entre le mauvais et le pire*. Nous y sommes toujours. En Tunisie, il n'y avait pas de «açabiyate» pour s'opposer à l'élan général et le faire avorter. Sinon, l'armée aurait été obligée d'intervenir pour imposer une solution, aussi mauvaise soit-elle. Les vingt dernières années auraient pu servir à favoriser chez nous l'avènement d'une vie politique rationnelle et préparer la relève, mais le «système» s'est ingénié à l'empêcher, tandis que les partis n'entendaient pas se départir de leurs «açabiyate» pour ne pas perdre leurs fonds de commerce.

Pour tenir dans la tempête, le pouvoir algérien est en train de revenir sur les mesures prises ces dernières années pour réduire la sphère de l'économie informelle, et a levé presque toutes les barrières bureaucratiques devant les jeunes porteurs de projets d'investissement. Il pense qu'il vaut mieux plier que rompre, céder à des revendications socioéconomiques que se retrouver avec une révolution sur les bras. Il paraît qu'on ne verbalise même plus les infractions automobiles, qu'on a enjoint aux policiers et aux gendarmes de ne plus «enquiquiner» les citoyens, qu'on a instruit le fisc de lever le pied de la pédale, qu'on a demandé à Sonelgaz et à Seal de ne pas couper le courant, le gaz et l'eau aux gens qui ne paient pas leur consommation... Il n'est pas loin de proposer aux Algériens ce que Kadhafi a offert aux Libyens au début de la crise : «Prenez l'argent du pétrole et répartissez-le entre vous.»

Cent milliards de dollars prélevés sur les réserves de change et divisés par trente-cinq millions d'Algériens, ça ferait 2 857 dollars par tête de pipe, soit environ 280 000 DA sur le marché parallèle. «*Men lahyatou bakharlou*» dit l'adage populaire. Et le pouvoir a trouvé pas mal de partis et de plumes pour acquiescer à cette «nouvelle politique économique». Une telle politique est irresponsable, démagogique, populiste, car elle ne procède pas du souci de construire une économie viable, pas plus que d'une subite compassion pour le peuple, mais d'une fuite en avant. Ce n'est pas une politique, mais une «boulitique», un jeu de dupes, un jeu du «*karr et de farr*», entre un peuple qui

est disposé à «foutre la paix» au pouvoir si on le laisse faire ce qu'il veut, comme il veut, quand il veut et là où il veut, et un pouvoir qui est disposé à toutes les concessions pourvu qu'on ne le renverse pas. La règle de base, c'est qu'un pouvoir contesté doit vite s'amender ou partir, et qu'un peuple doit respecter les lois et règlements de son pays, dont la traçabilité des opérations commerciales et financières, l'acquittement des impôts, le respect de l'espace public et des règles d'urbanisme.

Le devoir d'un Etat est de former des citoyens conscients, attachés à leurs droits et à leurs obligations, et le devoir d'un peuple de se doter d'institutions légitimes dont il respectera les lois et approuvera les actes. Or, il n'y a qu'à scruter notre vie nationale pour se rendre compte que les deux conditions ne sont pas remplies. Si un pouvoir tolère qu'on viole ou contourne les lois pour que le peuple ne se soulève pas, et qu'un peuple s'accommode d'un pouvoir contesté parce qu'il le laisse faire ce qu'il veut, c'est la fin programmée aussi bien du pouvoir que du peuple.

Il n'y a pas meilleur moyen de tuer l'économie, les valeurs morales, la nation et l'Etat. Il n'y aura plus qu'à les enterrer dans une fosse commune. Le talon d'Achille de l'Algérie a toujours résidé dans les politiques économiques suivies. Ces politiques (en fait il n'y en a eu qu'une seule, le dirigisme à toutes les sauces) ont en commun d'avoir reposé sur une anomalie, une rente éphémère, un équilibre bancal. Ce qui s'est fait dans leur cadre n'a jamais tardé à se détricoter, à se décomposer, à s'évanouir, comme tout ce qu'on attache avec des brindilles, ou colle avec de la salive.

En effet, l'Algérie vit depuis l'indépendance de la vente du pétrole et du gaz. Avec les devises que cela lui rapporte, elle achète à l'étranger de quoi nourrir, soigner, équiper, ins-

truire, armer, faire travailler et divertir le pays. Actuellement, ça lui coûte environ quarante milliards de dollars par an (hors dépenses militaires, je suppose). Imaginons que, brusquement, il n'y a plus de pétrole et de gaz. On aurait dans les caisses moins d'un milliard de dollars de recettes d'exportations pour financer les importations, alors qu'il nous en faudrait quarante. D'accord, ça ne va pas arriver la semaine prochaine, mais tout le monde sait que ça arrivera tôt ou tard, au mieux dans quinze ou vingt ans, au pire plus tôt si les prix des hydrocarbures venaient à s'effondrer. Une question se pose : pourra-t-on faire en vingt ans ce que nous n'avons pas fait en cinquante ? D'ici cette échéance, notre consommation et nos besoins en équipements continueront de croître au rythme de notre progression démographique, alors que nos moyens pour les payer iront en diminuant jusqu'à s'éteindre. Vous me direz que d'ici là

aussi les auteurs de cette «boulitique» ne seront pas là pour en répondre.

Dans vingt ans, notre pays comptera cinquante millions d'habitants au moins et il lui faudra, pour maintenir au niveau actuel la satisfaction de ses besoins, dépenser chaque année quelque quatre-vingt milliards de dollars. Car il faudra ajouter aux importations actuelles le pétrole et le gaz que nous ne produisons plus. Où trouver cet argent ? Pourrons-nous d'ici-là construire une économie capable d'exporter pour quatre-vingts milliards de dollars ? Les deux-tiers du budget de l'Etat pour payer les fonctionnaires, les enseignants, les bourses d'étudiants, les militaires, les gendarmes, les policiers, les douaniers, les pompiers, les médicaux et paramédicaux, les ayants droit, les retraités, les missions diplomatiques à l'étranger et tant d'autres services publics et agents de l'Etat, proviennent de la fiscalité pétrolière. Par quoi les remplacerons-nous ? Imagine-t-on ce qui se passera quand l'Etat ne sera plus en mesure de subventionner les produits de première nécessité, de financer la santé, l'enseignement, les programmes d'équipement et de logement ? Quand le secteur économique public et privé fermera ses unités de production faute de matières premières et d'équipements industriels importés, entraînant le chômage de millions de travailleurs ?

C'est ce jour-là que la révolution sans la démocratie, que la méga-émeute, qu'un «*houl*» de l'intensité du séisme doublé d'un tsunami qui a frappé le Japon surviendront. C'est alors que l'Algérie, du nord au sud et de l'est à l'ouest, se soulèvera.

Les fonctionnaires non payés abandonneront leurs postes ; on s'entreuera «*zenga, zenga*» pour une baguette de pain, une pièce de monnaie, une boîte de médicament, un vêtement ; les magasins seront pillés ; des hordes envahiront postes de police et de gendarmerie pour s'emparer des armes ; il n'y aura plus d'Etat et plus de postulants au pouvoir... Et lorsque les villes seront devenues invivables, comme dans *Mad Max* ou d'autres films apocalyptiques, chacun retournera au bled de ses origines.

Les archs, les douars, les méchtas, les tribus redeviendront nos modes de structuration, le pastoralisme redeviendra notre mode de production, le nomadisme reprendra, le parc auto paralysé par le manque de pièces ou de carburant nous obligera à revenir aux ânes, mulets, chevaux et autres chameaux.

Une consolation cependant, et même une distinction : nous serons le peuple le plus écolo et le plus bio de la planète.

Nous sommes libres depuis à peine un demi-siècle que nous voyons déjà se profiler à l'horizon le spectre de la faillite générale. Nous aurons fait une brève incursion dans l'histoire, nous aurons connu pour peu de temps la vie nationale et moderne. De toute façon, au cours des vingt derniers siècles, nous avons vécu plus longtemps sous domination étrangère que libres. Bennabi parlait jadis de «colonisabilité» et de «boulitique».

Les événements actuels nous ont montré (en m'excusant du recours à des barbarismes) qu'on n'est «despotisé» que si l'on est «despotisable». Mais, avant tout le monde, le Prophète avait dit : «Tels vous serez, tels vous serez gouvernés.» Les mutations et les avancées que connaît le monde arabe montrent que nous serons encore une fois les derniers de la classe, comme nous le sommes déjà dans presque tous les domaines. Le pouvoir en n'anticipant pas, le peuple en ne s'organisant pas.

Quand donc prendrons-nous conscience ? Quand donc nous réveillerons-nous à la vérité, aux réalités, et nous mettrons-nous à travailler sur tous les fronts, sur tous les plans, à conjurer un tel sort ? Quand j'étais petit, j'ai entendu plusieurs fois ma vénérée mère faire état d'une prédiction qu'elle avait elle-même entendue dans son enfance de la bouche de ses parents dans les années quarante. Selon cette

prédiction, la France quitterait l'Algérie avant la fin du siècle, mais notre pays serait conquis par un «djans sfar» (une race jaune). Tout jeune que j'étais, ces propos m'avaient frappé et c'est pour cela que je ne les ai jamais oubliés. Ces dernières années, devant l'extraordinaire essor de la Chine dans le monde et la présence de plus en plus nombreuse de ses ressortissants chez nous, je me suis parfois demandé si cette prémonition s'appliquait à l'invasion de notre marché par les produits et la main-d'œuvre chinois, ou à autre chose qui se cacherait dans le halo qui entoure l'avenir.

Dans vingt ans, la Tunisie continuera de subvenir à ses besoins en comptant, comme elle le fait depuis son indépendance, sur ses capacités à couvrir ses importations avec ses recettes d'exportations, ses rentrées du tourisme et les transferts de ses immigrés. Elle continuera de payer les agents de l'Etat avec les impôts de ses citoyens. Pourquoi exporte-t-elle dix fois plus que nous (hors-hydrocarbures) ? Pourquoi ses immigrés envoient-ils au pays leurs économies par les canaux bancaires, et pas les nôtres ? Pourquoi notre tourisme est-il familial ? Pourquoi nos commerçants et industriels déclarent-ils (pour ceux qui déclarent) le tiers ou moins de leur chiffre d'affaires ? Qu'avons-nous fait de vrai, de durable, de définitif depuis cinquante ans ? A-t-on bâti l'homme, cette ressource primordiale, ce bien le plus précieux d'une nation ? De quoi y a-t-il

Le problème qui se posait à l'Algérie en octobre 1988 se pose toujours dans les mêmes termes : comment instaurer une démocratie en l'absence d'une opinion publique définitivement gagnée aux idées démocratiques ?

lieu d'être fier ? De notre marché noir ? De nos constructions illicites ? De notre incivisme ? De notre inclination à la fraude, au travail mal fait et à la violence ? De nos harraga (le mot est déjà dans le Larousse, témoignant de notre apport aux langues modernes) ? Des scandales de la corruption qui feraient passer Ben Ali pour un «mange petit» ?

Ces questions, je les posais déjà dans un article publié en octobre 1979 dans *El-Moudjahid* sous le titre «Le génie des peuples» où j'écrivais : «Le génie d'un peuple, c'est sa marque particulière, ce par quoi il brille par rapport aux autres peuples, sa manière positive et créatrice de vivre sa chance d'exister dans l'Histoire ; ce sont ses triomphes sur la nature et sur lui-même, ses réalisations techniques et spirituelles, ses découvertes scientifiques et sociales, son apport au reste de l'humanité, sa poésie de la vie, sa prestance architecturale... Le génie des peuples n'est donc pas une fiction, une «qualité» vague et indéterminée, un artifice du langage politique, mais une réalité, une sublime réalité prouvée et reconnue de tous. Certes, la conjonction de l'ignorance et de la démagogie peut en faire un slogan, une flatterie, un mythe, et elle l'a fait, mais en général ce genre de slogan, de flatterie et de mythe ne dure pas, ne résiste pas à la critique... Qu'est-ce qui fait notre «génie» ? Par quoi nous distinguons-nous des autres ? Quelle idée a-t-on de nous à travers le monde ? Que dit-on de nous dans les rapports diplomatiques ? En quoi consiste ce «génie» dont on nous a tant rebattu les oreilles ?... Nous nous comportons exactement comme si la vie devait cesser avec nous.

Tout nous est indifférent tant que cela ne touche pas nos intérêts ; délits et crimes de toutes natures se commettent sous nos yeux, sinon avec notre approbation, du moins avec notre tacite complicité... «*Hchicha talba maïcha*», «*haff taïch*» et bien d'autres tournures du même crû fournissent à notre comportement leur justification «philosophique»... L'Algérien est sorti de l'ère pré-économique pour tomber dans l'économisme. Celui-ci nous a avilis, abrutis, dénaturés. Il nous a précipités dans un ilotisme sans nom, il nous a réduits à l'état honteux de consommateurs, de tubes digestifs...» C'était il y a trente-deux ans.

**N. B.
A suivre :
VI) Que veut le peuple ?**

